

Fustigeant Israël pour le génocide en cours à Gaza

L'ESPAGNE UN ALLIÉ DE LA PALESTINE À CONTRE-COURANT DE L'UE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7772 - SAMEDI 23 DÉCEMBRE 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

SAHARA OCCIDENTAL

LA RUSSIE GIFLE LE MAROC

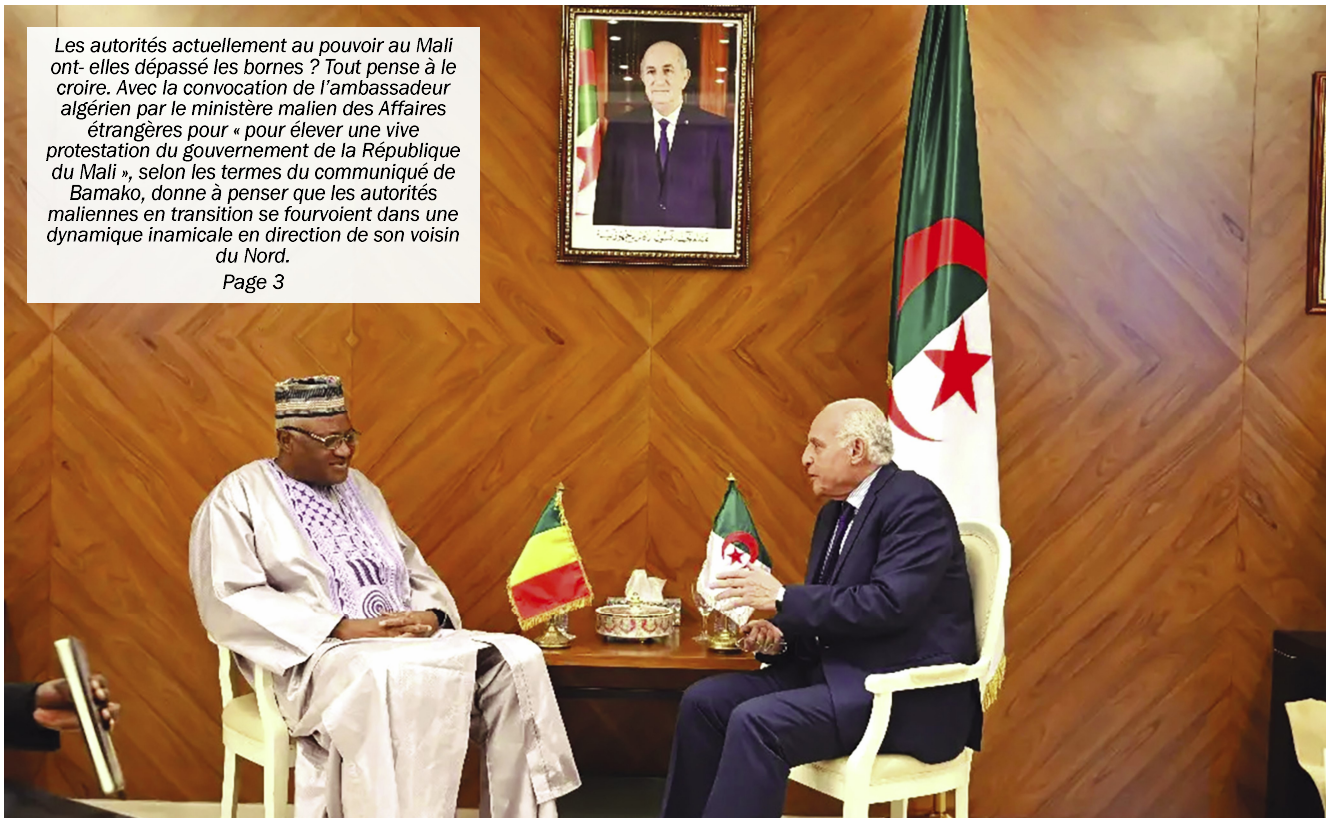
Page 24

MALI : APRÈS LA FUITE EN AVANT DU COLONEL ASIMI GOÏTA

LA FORTE MISE AU POINT D'ALGER

Les autorités actuellement au pouvoir au Mali ont- elles dépassé les bornes ? Tout pense à le croire. Avec la convocation de l'ambassadeur algérien par le ministère malien des Affaires étrangères pour « pour élever une vive protestation du gouvernement de la République du Mali », selon les termes du communiqué de Bamako, donne à penser que les autorités maliennes en transition se fourvoient dans une dynamique inamicale en direction de son voisin du Nord.

Page 3



BLESSÉS PALESTINIENS

Arrivée du premier groupe à Alger

Page 2

BANQUES ET ASSURANCES

LE BOOM DU FINANCEMENT ISLAMIQUE

Page 4

APRÈS LE TRAGIQUE DÉCÈS DES DEUX JOUEURS D'EL BAYADH

Les championnats de foot suspendus

Page 10

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

EN SOLIDARITÉ AVEC LES GAZAOUIS

L'Algérie a accueilli le premier groupe de blessés

En solidarité avec le peuple palestinien, qui subit une agression israélienne meurtrière sans précédent, l'Algérie a accueilli jeudi soir le premier groupe des blessés palestiniens évacués depuis l'aéroport d'Al Arish en Egypte.

L'Algérie a proposé d'accueillir 400 enfants palestiniens, victimes des bombardements israéliens, qui ont tué, selon un bilan officiel du ministère de la Santé à Gaza, depuis le 7 octobre dernier, plus de 20 000 civils, dont 75 % sont des enfants et des femmes.

Les autorités algériennes qui réitèrent à chaque occasion leur soutien indéfectible à la cause et au peuple palestinien, ont mobilisé jeudi soir un avion présidentiel médicalisé pour transporter trois Palestiniens, une jeune maman de 22 ans, son bébé et sa sœur âgée de 16 ans, grièvement blessés, à l'hôpital militaire de Ain Naâdja à Alger, a indiqué la télévision nationale, précisant que les trois blessés ont été immédiatement pris en charge dans les meilleures conditions.

L'Algérie veut accueillir 400 enfants palestiniens souffrant de diverses blessures pour leur prodiguer un traitement médical d'urgence. Ces patients seront hospitalisés dans des hôpitaux civils et militaires dans les wilayas d'Alger, d'Oran et de Constantine. Le seul obstacle à l'opération d'évacuation des blessés vers l'Algérie est le blocage israélien. Israël interdit toute activité tout au long des frontières gazaouies avec le Sinaï égyptien, notamment l'envoie des aides humanitaires d'urgence. Le poste frontalier de Rafah, seule ouverture de l'enclave palestinienne vers l'extérieur, est systématiquement bombardé.


Un soutien indéfectible.

Le dernier bombardement a été enregistré avant-hier, lorsqu'un avion de guerre sioniste a ciblé les bureaux administratifs du poste frontalier, tuant son directeur et trois fonctionnaires.

Les bombardements criminels israéliens continuent de massacrer des milliers de civils palestiniens sans qu'il y ait une réaction forte et contraignante du Conseil de sécurité de l'ONU ou de la communauté internationale. Appuyés par leurs alliés occidentaux, notamment les américains qui brandissent leur veto pour bloquer toutes résolutions du Conseil de Sécurité même celles demandant de faire parvenir des aides humanitaires aux gazaouis, les israéliens poursuivent tranquillement leur génocide contre des civils démunis. Après plus de 16 ans de blocus strict, Gaza subit l'agression la plus meurtrière depuis le début du conflit israélo-palestinien il y a 75 ans. Les forces d'occupation sionistes mènent des attaques aveugles contre l'enclave palestinienne, bombardant habitations, hôpitaux, écoles et toute infrastructure civile abritant des déplacés. La Cisjordanie occupée n'est pas en reste. Elle est le théâtre de raids et de répressions des forces d'occupation, mais aussi de violences de colons extrémistes.

LE GÉNOCIDE SE POURSUIT

Le territoire palestinien de Gaza a été également hier la cible de nouvelles frappes israéliennes meurtrières. Selon le ministère de la Santé, 390 Palestiniens ont été tués ces dernières 48 heures dans la bande de Gaza, dont des «dizaines» hier avant l'aube et le matin à Rafah, Khan Younès, Gaza-ville et Jabaliya. La détérioration inquiétante de la situation humanitaire et le ciblage systématique des civils ont conduit la résistance palestinienne à rejeter toute négociation pour une deuxième opération d'échange de prisonniers sans un cessez-le-feu permanent.

Il est nécessaire de signaler que le Qatar et l'Egypte sont parvenus en novembre dernier à négocier une trêve humanitaire de sept jours entre la résistance palestinienne et l'entité sioniste, marquée par un échange de prisonniers entre les deux parties et l'acheminement d'aide internationale à Gaza. Cette trêve n'a pas atténué la catastrophe humanitaire et sanitaire dénoncée par les Nations unies et tous ses départements humanitaires.

Rappelons qu'en réponse aux agissements criminels des israéliens et aux provocations continues des colons extrémistes, les mouvements de la Résistance palestinienne avaient lancé le 7 octobre dernier une opération militaire, baptisée Déluge D'El Aqsa, ciblant les bases militaires situées dans l'enveloppe de Gaza.

Cette opération constitue une riposte aux crimes de l'entité sioniste, entre les arrestations massives, les exactions à l'encontre du peuple palestinien et les assauts répétitifs contre la Mosquée d'Al-Aqsa, mais aussi l'extension continue de son occupation illégale notamment en Cisjordanie, ce territoire peuplé de 3,3 millions de Palestiniens qui se voient chaque jour chassés de leurs propriétés pour laisser place aux nouvelles colonies, en violation des résolutions internationales.

Ceci s'ajoute au blocage du processus de paix puisque le dernier cycle de négociations, qui s'est soldé par un échec, remonte à 2014, tandis que les activités d'implantation de colonies dans les territoires palestiniens occupés se poursuivent à un rythme effréné.

Mohamed Mecelti

FUSTIGEANT ISRAËL POUR LE GÉNOCIDE EN COURS À GAZA

L'Espagne un allié de la Palestine à contre-courant de l'UE

DEPUIS le début de l'agression génocidaire israélienne contre les civils palestiniens à Gaza le 7 Octobre dernier, de nombreux pays, organisations et personnalités dans le monde ont dénoncé ce crime soutenu par les Etats-Unis, tout en demandant un cessez-le feu le feu immédiat qui conduit à un règlement définitif de la crise au Moyen-Orient.

En Europe, un seul pays, l'Espagne, a décidé de faire cavalier seul en exigeant pour la première fois de l'Union européenne une reconnaissance de la Palestine, faute quoi elle le ferait seule. Depuis, la posture madrilène est montée d'un cran en fustigeant l'option d'épuration ethnique prise par l'entité sioniste avec la complicité américaine qui a fait plus de 22 000 morts en majorité des femmes et des enfants, ainsi que la destruction de la quasi-totalité de la bande de Gaza.

S'exprimant devant le parlement mercredi dernier, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez s'est dit «profondément préoccupé» par ce qui se passera en Palestine après la fin des violences actuelles. «Car quel avenir ? Continuer les colonies illégales en Cisjordanie ? Détruire totalement Gaza ? Comment les Gazaouis vont-ils rentrer chez eux ? Quelle sera l'autorité qui gouvernera Gaza au lendemain de la fin des hostilités ?», s'est-il interrogé.

Sanchez a fait savoir que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu avait clairement indiqué qu'Israël ne rendrait pas le pouvoir à l'Autorité palestinienne à Gaza et qu'il poursuivrait ses colonies illégales en Cisjordanie. «La position du gouvernement espagnol est claire : nous n'acceptons pas cette situation», a-t-il lancé, en rappelant les déplacements massifs et les destructions des maisons et des infrastructures par l'armée d'occupation israélienne.

«Au lieu de cela, il doit y avoir une conférence de paix. En même temps, les nations occidentales, dont l'Espagne, doivent reconnaître l'État de Palestine pour créer une paix juste et durable», a-t-il estimé. Selon Sanchez, l'Espagne défend une position d'humanité. «C'est une position de défense des droits de l'Homme et j'espère que d'autres grandes puissances qui n'ont pas la même position que nous le feront bientôt», a-t-il souligné, affichant ainsi une position plus proche de celles des pays arabes comme l'Algérie, la Tunisie, le Liban, le Yémen, la Syrie ou l'Irak ainsi que les 153 pays ayant voté, récemment, pour un cessez-le-feu immédiat à l'ONU.

Le 23 novembre 2023, Sanchez, réélu il y a plus d'un mois pour un nouveau mandat de quatre ans, avait effectué une tournée au Moyen-Orient, se positionnant comme un quasi-allié de la Palestine. Il n'hésitera pas à accuser ouvertement Israël de génocide et de lancer, par ailleurs, un ultimatum à l'UE pour reconnaitre l'Etat palestinien. Durant sa tournée, Sanchez a réitéré son appel «à la protection de la population civile à Gaza et à un cessez-le-feu durable». Il appelle à la reconnaissance par la communauté internationale et Israël de l'Etat de Palestine.

Ce n'est pas la première fois que l'Espagne affiche son soutien à la cause palestinienne. Auparavant, elle avait exprimé son rejet des mesures annoncées par le gouvernement israélien pour étendre les colonies de peuplement dans les territoires palestiniens occupés en Cisjordanie. Sur le plan intérieur, la ministre espagnole des Droits de l'homme, Ione Belarra, a accusé en octobre dernier Israël de «mener un génocide planifié» à Gaza affirmant que le Premier ministre israélien Netanyaou devrait être traduit devant la Cour pénale internationale (CPI) pour avoir commis des «crimes de guerre».

Il convient de signaler que la municipalité de Barcelone avait décidé récemment, «la suspension des relations avec Israël, jusqu'à ce qu'il y ait un cessez-le-feu permanent à Gaza et le respect des droits fondamentaux du peuple palestinien».

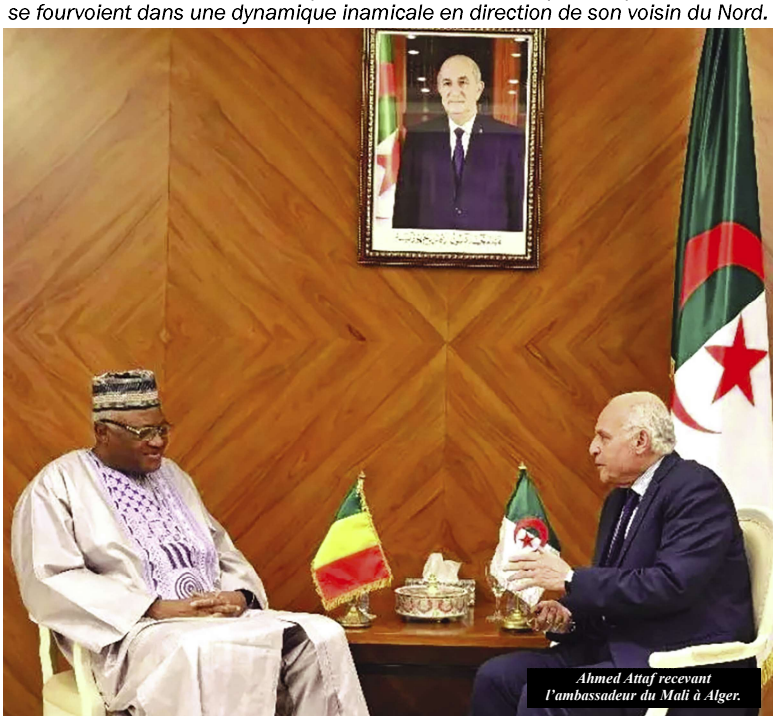
Par ailleurs, de nombreuses manifestations en soutien à la Palestine se déroulent sans discontinuer en Espagne notamment à Madrid, Barcelone, Valence, Séville, Cordoba, Saragosse, Bilbao et Gérone depuis le 10 octobre auxquelles participent des ressortissants algériens établis en Espagne. Elles font partie des vagues de protestations dans le monde contre le génocide en cours à Gaza.

De notre correspondante à Madrid, Majda Khellaf

MALI : APRÈS LA FUITE EN AVANT DU COLONEL ASIMI GOÏTA

LA FORTE MISE AU POINT D'ALGER

Les autorités actuellement au pouvoir au Mali ont- elles dépassé les bornes ? Tout pense à le croire. Avec la convocation de l'ambassadeur algérien par le ministère malien des Affaires étrangères pour «pour élever une vive protestation du gouvernement de la République du Mali», selon les termes du communiqué de Bamako, donne à penser que les autorités maliennes en transition se fourvoient dans une dynamique inamicale en direction de son voisin du Nord.



Ahmed Attaf recevant l'ambassadeur du Mali à Alger.

En guise de réciprocité, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf a convoqué jeudi 21 décembre, l'ambassadeur malien à Alger, Mahamane Amadou Maiga. Le chef de la diplomatie algérienne a rappelé «de manière appuyée qu'historiquement, toutes les contributions de l'Algérie à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Mali ont toujours reposé sur trois principes cardinaux dont elle n'a jamais dévié et dont elle ne déviera pas». Pour Ahmed Attaf, trois principes guident la démarche algérienne au Mali. En premier lieu, «l'attachement intransgressible de l'Algérie à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'unité nationale du Mali». Le deuxième principe, «la profonde conviction que la voie pacifique, à l'exclusion de toute autre, est la seule apte à garantir au Mali la paix, la sécurité et la stabilité de manière irréversible et durable».

Enfin, «c'est par la réconciliation nationale et non par des déchirements fratricides récurrents que le Mali s'engagera dans une œuvre commune portée par tous ses enfants sans discrimination et sans exclusion lui assurant ultimement sa souveraineté, son unité nationale et son intégrité territoriale».

Le 13 décembre, les Affaires étrangères algériennes ont appelé via un communiqué «toutes les parties maliennes à renouveler leur engagement dans la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger pour répondre aux aspirations légitimes de toutes les composantes du peuple malien frère à une paix et à une stabilité durables». Il a, en outre, été souligné à l'attention de l'ambassadeur du Mali que les récentes rencontres avec les chefs des Mouvements signataires de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger «s'inscrivaient parfaitement dans la lettre et l'esprit de ce communiqué».

LES CONTRADICTIONS DE BAMAKO

La faiblesse dans la rédaction du communiqué malien se reflète dans une contradiction flagrante entre une diatribe violemment anti-algérienne et une volonté de pérenniser les Accords d'Alger, clé de voute de toute solution durable de la crise malienne.

«Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a réaffirmé l'attachement du gouvernement à la mise en œuvre de l'Accord ainsi que la détermination des plus hautes autorités du Mali dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité sous toutes ses formes, en vue d'asseoir la sécurité et la stabilité au bénéfice de nos populations», conclu le communiqué. Une déclaration à consommation interne ? Sans aucun doute. Car le décalage est grand entre la volonté affichée par Bamako et ses actes concrets sur le terrain.

En effet, après avoir fait le vide et provoqué le départ des forces de la Minusma, censées veiller à la mise en place des Accords d'Alger de 2015, la fièvre souverainiste du gouvernement de Bamako a provoqué un vide stratégique que les groupes armés (autonomistes Touaregs ou terroristes d'obédience takfiriste en plus des bandes de crime organisé) ont vite fait de combler. Preuve en est la récurrence des attaques armées contre les positions des Forces armées maliennes (FAMA). Il y a tout juste une semaine, une attaque terroriste a été menée contre le camp de Farabougou. Si l'armée malienne ne donne pas de bilan des pertes, selon des témoins, une soixantaine de personnes auraient trouvé la mort.

UNE INSÉCURITÉ ENDÉMIQUE

Cet exemple de l'insécurité qui règne désormais au Mali après l'illusion de reprise de la souveraineté est révélateur d'un malaise profond. En panne d'idées et de solutions, le gouvernement du colonel Asimi Goïta opère une fuite en avant idéologique même au prix de froisser son voisin algérien ainsi que les pays et les partis ayant été derrière l'accord de paix au Mali en 2015. La multiplication des groupes terroristes de type Jabhat Nosrat al Islam oua Al Mouslimine (JNIM), AQMI, l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est non seulement le résultat direct de la déliquescence de l'Etat malien mais aussi de la non application des Accords d'Alger qui demeurent le cadre politique idéal et consensuel de sortie de crise au Mali. La montée au créneau des rebelles Touaregs est elle aussi significative d'un malaise profond installé au sein de la population du Nord du pays.

D'ailleurs, les rebelles du Cadre stratégique permanent (CSP) ont déclaré dans un document interne daté du 08 décembre vouloir instaurer un blocus des principales villes du nord du pays. Signé par le président du CSP, Alghabass Ag Intalla, le document «instaure un blocus total sur les axes allant de la frontière algérienne vers les villes de Ménaka, Kidal, Gao, Tombouctou et Taoudeni» et «concerne tous les produits et tous les moyens de transport». La méfiance est telle entre le gouvernement malien et les rebelles du CSP qu'un dirigeant de ce dernier considère que «Bamako ou la CEDEAO prennent des mesures impopulaires, c'est une stratégie de guerre».

POUR ALGER, UNE QUESTION DE PRINCIPE

Et l'Algérie dans tout ça ? Mue par une tradition de soutien indéfectible à l'intégrité territoriale, à l'unité et à la stabilité de son voisin méridional, Alger, chef de file de la médiation internationale dite Processus d'Alger est concerné en premier lieu par l'instabilité et la détérioration de la situation socio-politique et sécuritaire sur son flanc sud.

Le communiqué des Affaires étrangères maliennes semble omettre une donne importante : l'Algérie ne prend parti avec aucune partie dans la crise malienne. La politique de l'équidistance est le maitre mot, et le secret de la crédibilité de la médiation algérienne. Que dit le communiqué malien à ce propos ? «Les rencontres récurrentes, aux niveaux les plus élevés en Algérie, et sans la moindre information ou implication des Autorités maliennes, d'une part avec des personnes connues pour leur hostilité au Gouvernement malien, et d'autre part avec certains mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, ayant choisi le camp des terroristes, sont de nature à entacher les bonnes relations entre les deux pays». Une phraséologie populiste à consommation interne, mais qui risque de contrarier les relations entre Alger et Bamako.

Ce que le gouvernement malien considère à tort comme étant de l'ingérence algérienne dans les affaires intérieures du pays n'est en réalité que facilitation et concertation afin de désamorcer une crise née de la fuite en avant opérée par les autorités de Bamako dans la gestion de la question du Nord. Or, l'Algérie est impliquée à son corps défendant dans la crise malienne depuis plus de trois décennies, ce qui lui confère une légitimité et un statut d'un Etat qui œuvre à désamorcer les crises et non pas à les provoquer.

Il s'agit d'une doctrine diplomatique à laquelle avait officiellement souscrit Bamako et réaffirmé en septembre dernier par le chef de la diplomatie malienne lors d'une audience avec l'ambassadeur d'Algérie.

Et ce n'est pas l'audience accordée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune à l'Imam de la Confrérie Kountiya de la République du Mali, Mahmoud Dicko, qui puisse faire de l'Algérie un Etat qui s'immisce dans les affaires intérieures du Mali, encore moins le dialogue entretenu avec des chefs de mouvements politiques du Nord de ce pays.

En étant la garante de tous les accords de paix au Mali depuis 1990, Alger sait que seul le dialogue inclusif est la clé qui permettra au Mali de sortir de sa crise multidimensionnelle. Ce ne sont pas les gesticulations ni les prises de position populistes qui feront avancer les choses. Bien au contraire.

Mahmoud Benmostefa

TEBBOUNE A SIGNÉ LE DÉCRET PORTANT CONVOCATION DU PARLEMENT

Le discours sur l'état de la Nation attendu lundi

LE DÉCRET présidentiel numéro 23-462 du 19 décembre 2023 portant convocation du Parlement en ses deux chambres réunies a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel. Le décret stipule que le Parlement, Assemblée populaire nationale et Conseil de la nation, est convoqué pour ce lundi 25 décembre 2023. L'ordre du jour retenu de la session extraordinaire comporte l'ouverture de la session et le discours du président de la République Abdelmadjid Tebboune. La session du Parlement, objet de convocation, est clôturée après épuisement de l'ordre du jour précité, selon la même source.

M. B.

ELLE SERA TIRÉE PAR L'AQUACULTURE

Vers l'augmentation de la production halieutique

L'aquaculture devrait renforcer les capacités de production halieutique de l'Algérie. Ayant enregistré une bonne production durant l'année 2023, estimée à 112 000 tonnes, le secteur de la pêche envisage d'augmenter cette quantité l'année prochaine.

Le bilan des activités du secteur de la pêche relève une amélioration de la production halieutique pour l'année 2023. La production halieutique nationale a été estimée à près de 112 000 tonnes durant les 11 premiers mois de l'année 2023, soit une croissance de 2 % par rapport à la même période de l'année dernière. C'est ce qu'a affirmé le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, lors d'une réunion d'évaluation du bilan des activités du secteur pour l'année 2023. Le ministre a souligné que cette production, recensée à la fin de novembre dernier, englobait la richesse halieutique, l'aquaculture et la pêche au thon rouge.

Le secteur de la pêche envisage d'augmenter la production l'année prochaine en se basant sur l'aquaculture pour réaliser un équilibre, selon le ministre, qui a signalé la baisse de la richesse halieutique en Méditerranée, arguant que son secteur aspirait à atteindre 15 000 tonnes de poissons produits en aquaculture et 120 000 tonnes de la pêche.

La moyenne des poissons produits par la pêche s'est fixée à 100 000 tonnes depuis trois décennies, alors que le nombre de la population est en hausse, d'où l'impératif de réaliser un équilibre pour atteindre 200 000 tonnes à travers l'aquaculture, a expliqué M. Badani. Il a ainsi mis l'accent sur la nécessité de préserver les ressources halieutiques dans le cadre du développement durable, ajoutant qu'»aucune nouvelle autorisation de pêche n'a été accordée depuis des années».



Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani.

FORTE DYNAMIQUE DU SECTEUR DE LA PÊCHE

Pour ce qui est de l'aquaculture, l'Algérie compte 42 fermes aquacoles dont deux créées en 2023, selon les chiffres avancés par le ministre, qui a fait état du lancement de nouveaux projets. Le dernier en date concerne l'installation de cages flottantes au niveau de deux fermes agricoles à Aïn Taya, à Alger, premier projet du genre en Algérie, selon les explications du ministre. Le premier responsable du secteur a rappelé l'ensemencement de 21 500 000 alevins dans des cages flottantes en 2023 contre 19 millions en 2022, soit une hausse de 2,5 millions d'alevins. Le nombre de fermes aquacoles des eaux douces a atteint 51 fermes dont 10 nouvelles créées en 2023, a-t-il fait savoir, révélant que 52 nouveaux projets sont en cours de réalisation.

Le ministre de la pêche, qui a mis en exergue les efforts consentis pour la promotion de la pêche en haute mer, avec la construction de bateaux, ainsi que la formation et le développement des ressources humaines, a estimé que le secteur avait connu une forte dynamique ces derniers temps grâce à «la grande attention que lui accordent les autorités publiques».

Cela compte tenu de son importance dans la contribution au développement de l'économie nationale et au renforcement de la souveraineté et de la sécurité alimentaire du pays. Il a, de ce fait, évoqué les différentes mesures prises à la faveur du secteur, citant les mesures incitatives à travers les décisions décrétées ces dernières années, à l'instar de l'octroi de foncier aux ateliers de construction et de réparation de bateaux ainsi que l'autorisation d'importation des moteurs et des bateaux usagés de moins de cinq ans en vue d'augmenter les capacités de production. Le ministre a également cité les avantages fiscaux accordés aux activités d'aquaculture ainsi que l'exemption de la TVA et sa réduction pour l'activité de transformation.

Il a, en outre, relevé l'enregistrement de plusieurs projets dans le cadre de l'investissement public dans le cadre du PLF-2024, dont l'aménagement des zones d'activités pour l'aquaculture et l'aménagement des sites d'amerrissage au profit des petits pêcheurs, en sus de la mise en place d'un cadre légal permettant la création de coopératives, avec le développement de mécanismes de protection sociale pour les pêcheurs. De plus, le cadre juridique permettant aux professionnels de bénéficier du mécanisme de validation des acquis de l'expérience professionnelle a été mis en place, a-t-il dit, ajoutant que cette opération sera lancée d'ici à la fin de l'année, ce qui permettra à 5 000 pêcheurs ne disposant pas d'attestation d'en bénéficier.

Le ministre, qui a par ailleurs signalé l'attention portée aux pêcheurs professionnels par les hautes autorités du pays, à travers l'amélioration de leurs conditions de travail et l'indemnisation des pêcheurs des ports de Tipasa affectés par les conditions météorologiques du mois de mai dernier, a annoncé la tenue à Oran, du 8 au 11 février 2024, de la 9e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture. Il a, de ce fait, appelé tous les cadres du secteur à ne ménager aucun effort pour assurer le succès de cet événement économique important, qui comprendra des ateliers, des conférences internationales, régionales et nationales, et offrira l'occasion de mettre en valeur les potentialités du secteur et d'attirer de nouveaux investissements.

Lilia Aït Akli

BANQUES ET ASSURANCES

La finance islamique en plein essor

LA FINANCE islamique ne cesse de croître. Le taux de croissance de cette activité, estimé à 24 % en 2022, devrait être plus important cette année. Le bilan de la finance islamique a été passé en revue par le président de la commission de la finance islamique au sein de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), Sofiane Mazari, lors d'une rencontre sous le thème «Finance islamique en Algérie, bilan et perspectives», organisée par l'association de l'Institut de financement du développement du Maghreb.

Il a ainsi affirmé que les ressources collectées par 12 banques activant dans le domaine de la finance islamique s'élèvent à 800 milliards de dinars, et ce depuis le lancement de ce type de transaction en 2020. Il a précisé que le taux de croissance de cette activité en 2022 était de 24 %, prévoyant «un taux de croissance plus important en 2023», lequel sera tiré par l'ouverture de nouveaux guichets de la finance islamique durant cette année. Cette dynamique est enregistrée ailleurs dans le monde, selon ce responsable, lequel a évoqué l'essor croissant de l'industrie de la finance islamique dans le monde, notant que l'encours de la finance islamique était estimé à 6 000 milliards de dollars, avec un taux de croissance de 17 % en 2022.

VERS LA CRÉATION DES BANQUES ISLAMIQUES

Selon le même responsable, 2024 sera l'année de la révision du cadre juridique de la finance islamique pour dépasser les simples agences et guichets islamiques et aller vers la création de véritables banques islamiques, soulignant ainsi «l'existence d'une volonté politique de développer cette industrie en Algérie».

Selon lui, personne ne s'attendait à ce que nous atteignions ce nombre de clients en l'espace de deux ans. Au CPA, le chef de de la finance islamique, «nous avons enregistré 45 000 comptes et 75 % de leurs détenteurs n'étaient pas des clients de la banque avant le lancement de la finance islamique», a-t-il dit, relevant que plusieurs études avaient démontré que 49 % des Algériens préféraient les prestations de la finance islamique aux prestations classiques.

De son côté, le directeur général d'Al Salam Bank-Algérie, Nasser Hideur, a souligné l'importance du travail accompli par la Banque d'Algérie pour assurer les outils permettant de gérer la politique monétaire des banques islamiques, saluant les efforts consentis par les banques publiques pour mettre en place des guichets et des agences de finance islamique dans différentes régions du pays.

Le P-DG de la compagnie d'assurance El-Djazair Takaful, Mahfoud Ziane Bouziane, a affirmé que l'assurance Takaful en Algérie, conforme à la charia islamique, dont l'offre a commencé il y a à peine deux ans, était un «marché prometteur» compte tenu, notamment, de la dynamique du secteur économique privé.

Il a estimé que les perspectives de développement du Leasing en Algérie, notamment avec le lancement de l'industrie automobile, devraient contribuer également à booster l'industrie de l'assurance Takaful, proposée par deux sociétés publiques spécialisées.

Il s'agit de la compagnie d'assurance El-Djazair Takaful et de la société d'assurance El-Djazair El-Moutahida Family Takaful, tandis que des guichets de Takaful appartenant à deux compagnies d'assurance classiques sont en activité sur le marché.

ASSURANCE TAKAFUL : 93 MILLIONS DE DA DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Par ailleurs, le marché des assurances conformes à la charia islamique connaît une croissance à son tour, selon le bilan de la branche de l'assurance Takaful en Algérie ainsi que les chiffres du Conseil national des assurances (CNA). La compagnie a atteint un chiffre d'affaires de 93 millions de dinars à la fin du mois de septembre dernier, sachant que le marché de l'assurance Takaful a enregistré en 2022 un chiffre d'affaires de 48,4 millions de dinars, selon le bilan du conseil.

L'intervenant a précisé que l'assurance Takaful était «un type d'assurance et non pas un produit d'assurance». Elle est différente de l'assurance classique, d'autant qu'elle a un caractère participatif permettant de gérer le secteur des assurances et de partager les risques entre la compagnie et l'assuré.

De son côté, le P-DG de Algeria United Family Takaful, Chakib Kacimi El-Hassani, a mis l'accent sur la nécessité du volet relatif aux procédures fiscales en matière d'activité de l'assurance conforme à la charia, se félicitant, à ce propos, des mesures de facilitation de ce type d'assurance prévues dans le texte de loi de finances 2024. Ces mesures fiscales consistent essentiellement en des réductions de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliquées aux produits de l'assurance Takaful.

Rim Boukhari

SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DE LA SANTÉ

La nécessaire complémentarité

L'importance de la complémentarité entre les secteurs public et privé en matière de développement du secteur de la santé a été mise en avant par le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, à l'occasion de la clôture de la 1re édition du Salon «Hospitalia expo», dédié aux établissements de santé et leurs services. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Santé.



Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi.

Abdelhak Saïhi a affirmé que ce Salon, placé sous le thème «Bâtir les structures de santé de demain dans l'intérêt du patient, stratégies et modèles organisationnels», a permis de démontrer le «développement important caractérisant aussi bien les hôpitaux publics que les cliniques privées, ainsi que le grand encouragement à la production pharmaceutique grâce aux décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à encourager l'investissement». Dans ce sillage, il a tenu à saluer la forte participation des jeunes via plusieurs entreprises créées récemment dans le domaine des médicaments et de prise en charge du patient.

Dans le cadre du renforcement de la complémentarité entre les secteurs de la santé publique et privée, M. Saihi a fortement encouragé les opérateurs à concrétiser leurs projets en les assurant de l'accompagnement de l'Etat et des facilitations qui leur sont accordées dans le cadre de la loi sur l'investissement. Ces assurances ont été émises, une première fois lorsqu'il a reçu, en novembre dernier, une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), conduite par son président, Kamel Moula. Lors de cette rencontre les deux parties ont évoqué les voies et moyens de renforcer et de promouvoir le secteur de la santé à travers l'accompagnement des opérateurs économiques dans la réalisation de leurs projets d'investissement.

M. Saihi avait précisé, lors de cette réunion, que son secteur s'oriente actuellement vers «l'ouverture de l'investissement pour la modernisation et le développement du système de santé» à la faveur de «la nouvelle loi sur l'investissement, qui accorde plusieurs avantages aux opérateurs économiques». A l'issue de la rencontre, les deux parties ont convenu de poursuivre la coordination et la concertation dans l'objectif de réaliser des projets d'investissement dans le domaine de la santé.

Concernant le Salon, M. Saihi a mis en relief que son organisation, qui «a coïncidé avec le 4e anniversaire de l'élection du président de la République, a permis de mettre en exergue le développement qu'a connu le pays en matière de prise en charge du malade», et ce «en application de l'engagement présidentiel relatif au développement du secteur de la santé», estimant que «c'est un développement notable dans plusieurs domaines, essentiellement les médicaments et les traitements modernes, et ce grâce aux efforts de l'Etat visant à choisir les meilleurs moyens de prise en charge du patient».

En outre, le premier responsable du secteur de la santé a tenu à saluer la qualité de cette rencontre, assurant qu'»il s'agit d'une rencontre importante devant être encouragée eu égard à l'espace d'échange et d'exploration qu'elle propose dans ce domaine». Il a argumenté en disant qu'elle «s'inscrit en droite ligne avec la vision stratégique du secteur reposant sur 7 axes de prise en charge du patient, chaque axe étant lié à une série d'objectifs et d'activités».

Le ministre a également tenu à saluer la qualité des rencontres et du colloque scientifique organisés ces derniers mois par les différents acteurs du domaine de la santé, les qualifiant de véritable révolution qui a contribué à faire sortir le secteur du marasme, et ceci, en s'orientant vers des réflexions et des sujets d'actualité de haute qualité, à l'instar de celles abordant la médecine de précision et les techniques innovantes.

La première édition du Salon «Hospitalia expo» s'est déroulée du 18 au 20 décembre, avec une forte participation des structures de santé publiques et privées, d'entreprises d'équipements médicaux, de fabricants de matériels, de compagnies d'assurance et des banques, qui constituent une partie prenante de l'écosystème de santé. La gestion des hôpitaux et la numérisation des structures de santé, les progrès dans l'industrie pharmaceutique en Algérie et la prise en charge des cancéreux par l'immunothérapie ont été parmi les principales thématiques abordées lors de ce Salon.

Sihem Bounabi

GRÂCE AU PROGRAMME NATIONAL DE VACCINATION

Baisse de la mortalité infantile

L'ALGÉRIE a réalisé un véritable succès dans son programme national de vaccination au cours des dernières années. Par conséquent, une baisse significative de la mortalité infantile a été enregistrée, a affirmé le président de la Société algérienne de pédiatrie (SAP), le Dr Hachemi Maouche.

Le Dr Maouche, qui s'exprimait lors du 42e Congrès national de la SAP, a souligné «les progrès notables», mettant en lumière la réussite de l'Algérie dans l'éradication de la poliomyélite et la réduction considérable des cas de rougeole et de variole.

Selon le président de la SAP, «le taux de mortalité infantile a connu une diminution remarquable, témoignant de l'efficacité du programme national de vaccination, qui a permis aux enfants du pays de vivre plus longtemps». Il a particulièrement mis en avant «le défi relevé par l'Algérie dans la lutte contre la poliomyélite, atteignant un statut sans cas, conformément aux objectifs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)».

Le Dr Maouche a également indiqué «la baisse significative du nombre de cas de rougeole et de variole, attribuant ce succès aux efforts continus du pays en matière de vaccination». Il a souligné que «l'Algérie a acquis, au cours des deux dernières années, des vaccins anti-haemophilus et anti-pneumococcique, destinés à réduire le nombre de cas de méningite et de pneumonie mortelle chez les enfants». Le président de la SAP, qui est également chef de service de pédiatrie à l'hôpital d'enfants d'El-Harrach, a noté qu'»avec l'introduction de ces vaccins, une diminution concrète des cas d'hospitalisation pour pneumonie infantile a été constatée en Algérie».

Par ailleurs, le Dr Maouche a souligné «la particularité de cette édition du congrès, qui marque la première édition des sociétés algériennes des spécialités pédiatriques. Ces spécialités comprennent l'oncologie pédiatrique, la néonatologie, les maladies allergiques et l'immunologie de l'enfant, l'endocrinologie et la diabétologie infantiles». Au cours de cette rencontre scientifique, plusieurs thématiques ont été abordées, notamment la puberté précoce, les tumeurs cérébrales chez l'enfant, le rôle du pédiatre dans la maternité ainsi que la pédiatrie ambulatoire.

La vaccination en Algérie, faut-il le souligner, a débuté en 1969, date de la promulgation d'un arrêté la rendant obligatoire contre les maladies épidémiques chez les enfants.

Depuis, le calendrier vaccinal (CV) n'a cessé d'être complété et modifié. Les modifications apportées ces dernières années illustrent son efficacité sur la situation épidémiologique. Cette amélioration continue du CV a permis une réduction de la morbidité des maladies contagieuses infantiles. Sa simplification par des vaccins combinés DTC et son extension aux âges scolaires a entraîné une baisse de la mortalité infantile.

Lynda Louifi

ZONES D'OMBRE À BÉJAÏA

Plus de 400 foyers raccordés à l'électricité

PLUS de 400 foyers ont récemment été raccordés à l'électricité dans la wilaya de Béjaïa dans le programme d'électrification des zones d'ombre initié par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. «Le raccordement au réseau électrique effectué par la direction de distribution de Béjaïa a touché de nombreuses communes de la wilaya, entre autres, Béni Maâouche, Amalou, Ighil-Ali, Tibane, Aït Smaïl, Tizi n'Berber, M'likèche, Aokas, Ouzellaguen et Tichy», a indiqué la direction de la Sonelgaz de la wilaya de Béjaïa dans un communiqué. Et d'ajouter : «Un réseau d'électricité de moyenne et basse tension de 41 kilomètres, 13 postes transformateurs aériens et deux (02) postes cabines ont été réalisés». En outre, «plusieurs opérations sont en cours de lancement et en cours de travaux», poursuit la même source. «Le programme d'électrification des zones d'ombres initié par les plus hautes autorités de l'Etat, lancé dans la wilaya de Béjaïa, en collaboration avec la direction de l'énergie et les autorités locales, dans le but de satisfaire la population de Béjaïa en matière de raccordement en énergie électrique est ambitieux et un suivi lui est, particulièrement, accordé», fait-observer la direction de distribution de la Sonelgaz de la wilaya de Béjaïa.

«De l'électricité pour chaque foyer, tel est l'objectif de la société Algérienne de l'Electricité et du gaz, représentée par la direction de distribution de Béjaïa qui a mis en œuvre tous ses moyens humains et matériel afin de raccorder tous les foyers notamment, ceux qui sont localisés dans les villages les plus reculés et lointains de la wilaya», souligne la même source. Et de préciser que «plus de 500 branchements en électricité et 44 kilomètres de réseau en moyenne et basse tension avaient, auparavant, été réalisés dans le cadre dudit programme pour un montant financier de 141 millions de dinars».

Ces branchements ont concerné de nombreuses communes dont Kendira, Beni M'likeche, M'cisna, Tinebder, Bouhamza, Sidi-Aïch.

N. Bensalem

60ÈME ANNIVERSAIRE DE SONATRACH

La nouvelle équipe dirigeante axe sa stratégie pour un nouveau management stratégique

Professeur des universités Expert international Dr Abderrahmane Mebtoul directeur d'Etudes Ministère Energie Sonatrach 1974/1979-1990/1995-200/2008-2013/2015

Je tiens vivement à remercier le PDG de Sonatrach de l'aimable invitation où Sonatrach a fêté le 21 décembre 2023 son 60 ème anniversaire, que je n'ai pu honorer , étant en déplacement, ayant l'honneur de vivre au sein de cette importante société et de diriger d'importants travaux avec les cadres dirigeants de 1974 à 2015 . La récente orientation du gouvernement algérien concernant la maîtrise énergétique est une prise de conscience de la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique et d'un nouveau management stratégique de Sonatrach . Car le monde connaîtra à l'horizon 2024/2030/2035, un profond bouleversement de la carte énergétique et du pouvoir à l'échelle mondiale. L'Algérie n'échappe pas à ces nouvelles mutations, les changements économiques survenus depuis quelques années dans le monde avec la révolution du numérique, ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir. D'où l'urgence de revoir le modèle de consommation énergétique afin de s'adapter aux nouvelles mutations et d'asseoir dans les faits les énergies renouvelables représentant en 2023, moins de 2% de la consommation intérieure. D'où l'importance de l'accélération de la transition énergétique devant nous orienter vers plus de sobriété énergétique (efficacité énergétique) vers un MIX énergétique combinant hydrocarbures traditionnels, énergies renouvelables dont le solaire et l'hydrogène vert . Cependant, il ne faut pas être utopique. Sonatrach représentera encore pour longtemps, fonction de profondes réformes structurelles, l'essentiel des ressources en devises d'où l'importance d'un nouveau management stratégique de Sonatrach qui en de mois de fin décembre 2023 procure avec les dérivées inclus dans la rubrique hors hydrocarbures environ 98% des recettes de l'Algérie avec les dérivées inclus pour 67% dans la rubrique hors hydrocarbures .Ainsi en cette fin de l'année 2023 l'Algérie, c'est Sonatrach et Sonatrach c'est l'Algérie, où sur le plan économique après plusieurs décennies d'indépendance politique, Sonatrach est l'un des puissants leviers de la souveraineté nationale d'où l'importance d'améliorer son management stratégique où dans plusieurs audits sous ma direction durant ces quarante dernières années, , assisté des cadres dirigeants du ministère de l'Énergie, de Sonatrach et d'experts indépendants, il nous a été difficile de cerner avec exactitude les coûts de production de ses différentes structures. D'où l'impossibilité pour cette société qui irrigue indirectement à travers la dépense publique toute la société, de se porter en bourse à l'instar d'une grande société comme Gazprom ou d'autres compagnies internationales. Sonatrach est soumise à des contraintes majeures qu'il s'agit de lever . Je propose 12 actions interdépendantes pour améliorer la gestion de Sonatrach étant une question de sécurité nationale (notre intervention au Forum mondial du développement durable, Paris 13 mars 2017, sur les axes de la transition énergétique de l'Algérie face aux nouvelles mutations mondiales).



1.-Diagnostiquer l'impact de l'environnement national et international sur Sonatrach et l'appréciation des domaines où l'interface Sonatrach/ environnement peut être améliorée afin de rendre plus performante l'entreprise et la hisser au niveau de la concurrence mondiale.

2-. Mettre en place un audit financier interne sérieux avec des experts indépendants qui devrait permettre d'identifier les gisements de productivité et les niches de gains de coûts (comparaison avec des compagnies tests)- volume, rentabilité et analyser la stratégie des principales institutions similaires dans le monde sur les plans : technologie – standards et normes- sous-traitance afin de réduire les coûts et d'avoir une stratégie agressive, afin de prendre des parts du marché. L'objectif est d'optimiser les conditions de mise en œuvre des options stratégiques dans un environnement international de plus en plus concurrentiel. Je propose 19 actions interdépendantes (notre intervention au Forum mondial du développement durable Paris 13 mars 2017 sur les axes de la transition énergétique de l'Algérie et notre contribution à HEC Montréal 2012 pour un nouveau management stratégique de Sonatrach).

3-. Analyser les circuits banques primaire-Banque centrale -Sonatrach pour les conditions de paiement, afin d'accélérer la rapidité des opérations, où actuellement les procédures bureaucratiques nuisent à la prise de décision qui doit se faire en temps réel, ainsi que les structures d'appui techniques et de formation, l'identification de la stratégie des entreprises concurrentes et des institutions internationales et leurs facteurs.

4-. Mettre en œuvre un modèle de simulation qui doit aboutir à plusieurs variantes en fonction des paramètres et variables, fonction de contraintes qu'il s'agira d'éliminer pour éviter des effets pervers. Ce modèle doit prendre en compte le niveau des réserves d'hydrocarbures, fonction du vecteur prix international, du coût d'exploitation, de la durée de vie du gisement, des découvertes technologiques et des énergies substituables. Cela permettra d'identifier chaque action, de décrire le contenu, d'évaluer les moyens, les délais, les coûts associés à l'action, vérifier le niveau de gain attendu éventuel, rédiger une fiche descriptive de chaque action accompagnée d'un tableau récapitulatif des moyens.

5-. Au niveau de la gestion interne, fixer les objectifs d'amélioration des performances reliés à chaque fonction ou à chaque système de gestion, selon une démarche descendante et en vérifier le réalisme (ratios, contexte), vérifier qu'à chaque objectif fixé peuvent être associés des indicateurs de performance faciles à mettre en œuvre et évaluer l'ordre de grandeur des impacts attendus (gains, qualité, délais, coût...), selon une démarche ascendante.

6-. Préparer un audit opérationnel du patrimoine existant, en le réactualisant à la valeur du marché ce qui implique la mise en place d'une comptabilité transparente liée à la nouvelle organisation de Sonatrach pour réduire les coûts et, notamment un audit des immobilisations corporelles et incorporelles. Ces immobilisations sont souvent traitées d'une manière superficielle, alors qu'elles sont déterminantes pour une entreprise comparable à Sonatrach, ce qui renvoie d'ailleurs au nécessaire renouveau du Plan comptable national.

7-. Évaluer le degré de compétitivité des outils, équipements et immobilisations utilisés dans le contexte d'évolution technologique international. Cette opération d'audit consistera à rassembler l'information sur les caractéristiques techniques, et les conditions de fonctionnement des équipements et de gestion des immobilisations, évaluer ses équipements et immobilisations corporelles et incorporelles, le niveau des stocks dormants, (objectif stock zéro) supposant de connaître le niveau d'automatisation, le niveau de performance, les besoins de maintenance non satisfaits et enfin la compétence du personnel utilisateur. Cela permettra d'analyser les forces et les faiblesses technologiques des équipements, les alternatives stratégiques sur les programmes d'investissements, le besoin de formations techniques et d'acquisitions de savoir-faire.

8-. Concentrer le développement de Sonatrach en amont qu'en aval – noyau dur de l'entreprise, évitant la dispersion, en se spécialisant dans ses métiers de base. Pour les autres activités existantes, comme le raffinage, le transport, la transformation et la distribution, seuls les audits pourront tracer les actions concrètes à mener en envisageant soit d'internaliser l'activité, soit de l'externaliser avec une priorité au profit des cadres et travailleurs du secteur de certaines activités ou le partenariat afin d'éviter la dispersion source de gaspillage des ressources et d'inefficience de l'entreprise.

9-. Sur le plan organisationnel, évaluer l'efficacité de la structuration actuelle en fonction des axes stratégiques de Sonatrach, mettre en place des structures organisationnelles plus adaptées à ses missions et évaluer les systèmes d'information en temps réel quant à leur efficacité sur le plan délai, coût et atteinte des objectifs. Et ce, afin de déterminer le test d'efficacité des structures et organigrammes existants, de leur compatibilité avec les contraintes existantes, l'évaluation des circuits et analyser les supports d'information de gestion, afin de raccourcir les délais source de surcoûts et des propositions concrètes pour améliorer l'organisation.

10-. Revoir le système comptable, pour plus de transparence. Sonatrach, bien qu'il existe une direction de l'audit au niveau de la direction générale, établit souvent un bilan consolidé où l'on ne cerne pas correctement les centres de coûts, du fait de ce que les économistes appellent les comptes de transfert, pouvant voiler la mauvaise gestion d'une division. Aussi faute de comptes physico-financiers à prix constants, les ratios de gestion sont d'une signification limitée pour apprécier la performance. D'où l'urgence de mettre en place des comptabilités analytiques, afin de discerner les centres de coûts en temps réel et de mieux adapter les structures organisationnelles à la mission et aux contraintes de Sonatrach.

11-. Analyser l'ensemble des règles juridiques influençant le secteur énergétique (environnement légal et institutions publiques), afin de permettre une gestion transparente des coûts et des contrats. Cela suppose la mise en place d'une formation pointue et d' instruments adaptés aux normes internationales, ce qui devrait permettre des économies, de développer le partenariat dans la transparence, de mieux définir les projections économiques et financières et permettre les prévisions par la simulation / modélisation et donc aider à la prise de décision en temps réel, afin d'éviter les nombreux litiges qui se chiffrent en dizaines de millions de dollars.

12-. Pilier de Sonatrach, un audit de la gestion des ressources humaines qui est le fondement de l'efficacité de Sonatrach, reposant sur le dialogue permanent avec le collectif des cadres et travailleurs et le renforcement des liens- centre de recherche - université, Sonatrach(voir la décision 312/DG du 31 juillet 2021, 89 articles 96 pages),concernant les nouvelles modalités de passation des contrats qui accorde la priorité aux secteurs nationaux à.. Car force est de reconnaître que seulement pour le poste de services au niveau de la balance des paiements, (appel aux compétences étrangères, posant la problématique de l'exode des cerveaux), a été entre 2010/2019 entre 10/11 milliards de dollars de sorties de devises par an et entre 2021/2022, selon la Banque Mondiale de 6 milliards de dollars, une grande fraction étant largement accaparée par Sonatrach. La performance des ressources humaines, repose sur une formation permanente, ce qui implique un audit mettant en relief nettement la typologie du personnel existant, l'adéquation de la formation aux besoins de Sonatrach, la disponibilité des compétences adéquates, les politiques de recrutement, l'évolution de la productivité du travail, les appréciations des mesures d'incitation et enfin, l'évaluation du climat et de la culture d'entreprise de Sonatrach (audit social et audit de la culture), dont la prise en compte d'une gestion plus rationnelle des importantes sommes des œuvres sociales que consacre, annuellement, Sonatrach.

En résumé, la nouvelle stratégie énergétique est inséparable d'une vision stratégique globale tenant compte des nouvelles mutations tant internes que mondiales.. C'est à ce titre que la lutte contre la bureaucratie est une priorité du redressement national, la bureaucratie bloquant les énergies créatrices donc le développement, favorisant les délits d'initiés, dont les surfacturations en devises et en dinars, renvoyant à la bonne gouvernance afin de relancer l'économie nationale et assurer la nécessaire cohésion sociale.

ademmebtoul@gmail.com

COALITION EN MER ROUGE

Les Houthis menacent ouvertement les Américains de représailles

Les rebelles yéménites ont directement menacé les États-Unis de s'en prendre à leurs navires s'ils les ciblaient. Ces déclarations surviennent alors que Washington vient d'annoncer la création d'une force maritime multinationale afin de lutter contre les attaques houthies en mer Rouge.

Le dirigeant houthi, Abdul-Malik al-Houthi, a directement menacé les États-Unis, qui ont décidé de créer une coalition internationale en mer Rouge pour y stopper les attaques des rebelles yéménites. Dans une allocution de plus d'une heure le 20 décembre, le chef de la milice yéménite en tenue traditionnelle, avec le janbiya (poignard local) à la ceinture, a adressé des avertissements à peine voilés à Washington. Si les États-Unis venaient à cibler le territoire yéménite, «nous ne resterons pas les bras croisés», a-t-il averti, en menaçant de frapper les cuirassés américains. À ses yeux, cette coalition multinationale pilotée par les États-Unis est «un service exclusivement rendu à Israël et non à la navigation internationale». Abdul-Malik al-Houthi a de surcroît critiqué la position arabo-musulmane, qu'il a trouvée «faible et tiède». Même son de cloche de la part du porte-parole du mouvement, Yahya Saree. Dans un message publié sur la plateforme X (anciennement Twitter) le même jour, il a fait savoir aux Américains qu'ils feraient «face à quelque chose de plus dur» que ce qu'ils ont connu au Vietnam ou en Afghanistan s'ils intervenaient au Yémen et que les États-Unis devraient faire «face à un peuple tout entier et non à un groupe spécifique». Le porte-parole des Houthis s'en est également pris aux pays arabes qui souhaitent intégrer officieusement cette coalition maritime en mer Rouge. «Nous demandons à tous les pays arabes de s'arrêter, de regarder et de laisser les Américains et les Israéliens entrer dans une guerre directe avec nous», a déclaré Yahya Saree, toujours sur X. «Nous demandons aux pays arabes de nous laisser en guerre directe avec les ennemis israéliens et américains, et s'ils veulent danser, qu'ils dansent, mais ne participent pas militairement ou financièrement à leurs côtés», a-t-il ajouté. Officiellement, seul Bahreïn fait partie de la coalition Prosperity Guardian, annoncée le 18 décembre par Lloyd Austin, le secrétaire à la Défense des États-Unis. Cette coalition maritime, comprenant également le Royaume-Uni, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, les Seychelles et l'Espagne, vise à stopper les attaques houthies sur les cargos en mer Rouge. Dans la foulée de cette annonce du chef du Pentagone, les Houthis avaient déclaré à la presse américaine qu'ils continueraient leurs «opérations militaires» en mer Rouge. Depuis que les rebelles yéménites multiplient leurs opérations dans le golfe de Bab el-Mandeb, les grandes compagnies de transport ont fait savoir le 16 décembre qu'elles n'emprunteraient plus le canal de Suez «jusqu'à nouvel ordre».



R. I.

ETATS-UNIS

Le parti républicain fait bloc derrière Trump

«UNE INGÉRENCE ÉLECTORALE», digne «d'une république bananière»: les républicains ont vertement critiqué la décision d'une cour déclarant Donald Trump inéligible à une primaire dans le Colorado. Elus, sénateurs, candidats à la présidentielle... Un à un, les ténors conservateurs ont tous rejeté le jugement spectaculaire de la Cour suprême du Colorado interdisant le 19 décembre à Donald Trump de figurer sur le bulletin de vote de cet Etat américain au titre de son implication dans l'assaut du Capitole. Par une majorité de quatre juges sur sept, cette juridiction a confirmé la décision de première instance concluant que Donald Trump s'était «livré à une rébellion le 6 janvier 2021» lors de l'assaut du Capitole, mais a en revanche considéré que le 14e amendement de la Constitution, invoqué pour réclamer son inéligibilité, s'appliquait bien à un président. «La décision de la cour, qui cherche à disqualifier le président Trump des primaires du Colorado, est une attaque partisane à peine voilée», a critiqué le chef républicain au Congrès, Mike Johnson. «C'est une ingérence électorale flagrante», a fustigé l'influent élu conservateur, Steve Scalise. «Nous vivons dans une démocratie, pas une république bananière», a renchéri le républicain Randy Weber. Lâché par une partie de son camp après le chaos du 6 janvier 2021, le milliardaire de 77 ans a cette fois remobilisé le Parti républicain. Tous les regards sont désormais tournés vers la Cour suprême des Etats-Unis, devant laquelle l'ancien président républicain va se pourvoir. Même Ron DeSantis, un des seuls rivaux de Donald Trump à avoir une chance de le concurrencer pour l'investiture républicaine, est resté dans le rang : le jugement pris dans le Colorado est basé sur des « motifs fallacieux » et doit être «renversé par la Cour suprême» des Etats-Unis, a-t-il plaidé dans un tweet le 19 au soir. La décision est elle-même suspendue jusqu'au 4 janvier, pour donner à la plus haute juridiction du pays la possibilité de trancher d'ici là. Autre rivale de Donald Trump et actuellement troisième dans les sondages, Nikki Haley, n'offre pas de voix dissidente: «Ce n'est pas aux juges de prendre ce genre de décisions, mais aux électeurs», a-t-elle déclaré à des journalistes lors d'un événement dans l'Iowa. Cet État lancera dans moins d'un mois le ballet des primaires républicaines pour lesquelles Donald Trump est largement favori. Depuis le début de la campagne, Ron DeSantis comme Nikki Haley ménagent leurs attaques contre l'ancien président, de peur de froisser sa base, encore très fidèle.

RUMP ACCUSE LA MAISON BLANCHE

Candidat à sa réélection, Joe Biden évite d'ordinaire de commenter les ennuis judiciaires de son rival, pour ne pas alimenter ses accusations d'instrumentalisation de la justice. Le dirigeant a toutefois durci le ton ce 20 décembre, affirmant que son prédécesseur avait «assurément soutenu une insurrection», le 6 janvier 2021. «Chaque affaire contre laquelle je me bats est l'œuvre du ministère de la Justice et de la Maison Blanche», a rétorqué Donald Trump sur son réseau social, préfigurant la nature des échanges entre les deux hommes en 2024. Hors normes Election, procès, élection, procès: nul doute, l'Amérique s'apprête à vivre avec Donald Trump une année en tous points extraordinaire, ponctuée d'allées et venues entre les estrades de campagne et les tribunaux. A chaque rebondissement de sa saga judiciaire tentaculaire, Donald Trump a jusqu'ici levé des sommes folles et grimpé dans les sondages, grâce à ses partisans, convaincus qu'il est victime d'une cabale politique. Son équipe n'a d'ailleurs pas attendu pour faire campagne sur le jugement rendu au Colorado, jugement qu'il contestera pourtant devant la Cour suprême à Washington, en envoyant en masse, dès le 19 décembre au soir, des emails et des SMS à ses soutiens pour appels aux dons. **R. I.**

FUSILLADE DANS UNE FACULTÉ DE PRAGUE

14 morts et 25 blessés, selon un dernier bilan

Un homme armé a tué 14 personnes, et blessé des dizaines d'autres, ce 21 décembre dans la prestigieuse université Charles de Prague avant d'être «éliminé» par les forces de l'ordre. «À l'heure actuelle, je peux confirmer qu'il y a eu 14 victimes de ce crime horrible et 25 blessés, dont dix grièvement», a déclaré à la presse ce 21 décembre au soir le chef de la police tchèque, Martin Vondrasek. Un bilan qui révise à la baisse celui de 15 victimes, annoncé plus tôt dans la soirée. Prague : 14 morts et une vingtaine de blessés dans une fusillade à l'université Charles Dans l'après-midi, la police tchèque avait annoncé sur X (anciennement Twitter) que l'assaillant avait été «éliminé». «Le bâtiment est actuellement évacué et il y a plusieurs morts et des dizaines de blessés sur les lieux», a-t-elle ajouté. Pour l'heure, les forces de l'ordre ont écarté la piste du «terrorisme international». «Rien n'indique que ce crime soit lié au terrorisme international», a déclaré à la presse le ministre tchèque de l'Intérieur Vit Rakusan. Toujours sur X, le service des urgences de Prague a relaté qu'un «grand nombre d'unités ambulancières» avaient été déployées à la faculté, ajoutant que parmi les blessés il y avait des cas très graves. Le président tchèque «choqué» Le président tchèque s'est dit «choqué» par cette fusillade meurtrière. «Je suis choqué par ces événements [...]. Je voudrais exprimer mon profond regret et mes sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes de la fusillade», a déclaré M. Pavel, qui achève ce 21 décembre une visite de deux jours à Paris, sur X. République tchèque : Prague meurtrie après la fusillade à l'université Charles La cheffe de la Commission européenne Ursula von der Leyen a aussitôt adressé à Prague un message de compassion. «Je suis choquée par la violence insensée de la fusillade qui a coûté la vie à plusieurs personnes aujourd'hui à Prague. J'exprime mes plus sincères condoléances aux familles des victimes et au peuple tchèque dans son ensemble. Nous nous tenons à vos côtés et pleurons avec vous», a-t-elle écrit dans son message sur X. La France, par la voix de sa Première ministre Elisabeth Borne, a fait part de son «émotion» et de sa «solidarité». Selon les médias tchèques, la fusillade s'est produite à la Faculté des arts de l'Université Charles, dont les enseignants et les étudiants ont reçu l'ordre de s'enfermer pendant l'intervention de la police. La chaîne de télévision privée Nova TV a fait mention d'une explosion et d'un tireur sur le toit du bâtiment situé dans le centre historique de Prague. Le ministre de l'Intérieur a assuré à la télévision publique que la présence d'«aucun autre tireur» n'avait été «confirmée» et a appelé la population à suivre les instructions de la police. Les policiers ont fermé la zone et demandé aux personnes vivant à proximité de rester chez elles. **R. I.**

EL-MEGHAÏER

Plus de 1.730 logements octroyés

PAS MOINS de 1.735 logements, toutes formules de construction confondues, ont été attribués cette année (2023) à leurs bénéficiaires dans la wilaya d'El-Meghaïer, a fait savoir, avant-hier, la direction de l'habitat.
Ces unités, 1.288 habitations rurales, 189 logements publics locatifs (LPL), 158 logements promotionnels aidés (LPE), ont été distribuées au niveau des communes d'El-Meghaïer, Tendla, El-Morrara, Sid-Khelil, Sidi-Amrane, Oum-Tiour et Setil.
A ces programmes s'ajoutent une offre de 755 lotissements sociaux et la remise de 591 titres d'accession à la propriété foncière des lots de terrain, a détaillé le directeur de l'habitat, Hachemi Benamara.
Le wali d'El-Meghaïer, Lâaredj Nehila, a, lors d'une réunion de l'exécutif de la wilaya, appelé les différents services à déployer davantage d'efforts pour accélérer la cadence des chantiers de logements à travers les différentes communes.

R.R

ENGOUEMENT POUR LE TOURISME SAHARIEN

Affluence de visiteurs à Ghardaïa

LA WILAYA de Ghardaïa connaît actuellement un engouement de touristes venus apprécier la splendeur des sites naturels et touristiques disséminés à travers les différentes régions de la wilaya. C'est ce qu'a fait savoir, mardi, la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).
Des flux touristiques, arrivés au titre de la nouvelle saison du tourisme saharien, investissent les vieux Ksar de la pentapole, classés patrimoine matériel universel par l'UNESCO, pour admirer le cachet urbanistique ancestral de la vieille ville de Ghardaia ainsi que les paysages agréables de la région.
L'ensemble des structures d'accueil touristiques, soit plus de 31 établissements hôteliers totalisant 2.600 lits, ont été mobilisés pour accueillir les visiteurs, en sus d'autres structures d'hébergement, dont 57 dortoirs d'une capacité de 1.450 lits, des établissements d'œuvres sociales, dont le centre de repos des Moudjahidine, un camp relevant du secteur d'Algérie-Télécom, d'un centre de repos de la Sonelgaz, a indiqué le directeur du secteur, Sâad Meriah.
De même, la formule "hébergement chez l'habitat" est également en vogue parmi la population locale pour permettre aux touristes de passer un séjour agréable et côtoyer les us et coutumes de ces populations.
M. Meriah a fait savoir aussi que 62 demandes de visa, formulées par huit agences touristiques de la région, dans le cadre de cette nouvelle saison touristique, ont été avalisées par souci d'assouplir les procédures administratives pour satisfaire les touristes.
Le secteur du tourisme est l'un des principaux affluents du développement local de cette wilaya, qui regorge d'énormes potentialités lui permettant d'être leader dans le tourisme saharien, d'autant plus qu'elle constitue un passage obligé vers les zones touristiques dans l'extrême sud du pays.

R.R

PROMOTION DU TOURISME

Un groupe de jeunes de Bouira en visite à Skikda

Dans le cadre d'un accord de jumelage entre les directions du tourisme et de l'artisanat des deux wilayas, un groupe de jeunes de Bouira activant dans le domaine du tourisme est arrivé avant-hier dans la wilaya Skikda.



Dans ce sens, Zoubir Boukaabache, directeur local du tourisme a précisé que cette délégation composée de 45 jeunes et jeunes filles activant au sein d'associations versées dans le domaine du tourisme dans la wilaya de Bouira a été accueillie à l'Institut national spécialisé en formation professionnelle en tourisme de la commune de Filfila.
La délégation qui séjournera dans la wilaya jusqu'au 21 décembre visitera les plus importants sites historiques et touristiques de Skikda dont le théâtre régional, le théâtre romain, la gare ferroviaire, le port de Stora, le musée d'El Moudjahid et la ville de Collo, selon la même source.
Le but de ce jumelage est de favoriser les échanges d'expériences et connaissances entre les jeunes des deux wilayas et participer à la promotion du tourisme, selon M. Boukaabache.
Des guides touristiques, des représentants du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et du mouvement associatif local et des jeunes skikdis accompagneront la délégation hôte durant son séjour de quatre jours.
De son côté, Mohamed Saâdi, président de la délégation de Bouira, a mis l'accent sur l'importance de ces échanges pour le rapprochement des jeunes des deux wilayas et la promotion de Skikda en tant que destination touristique.
Ces jeunes participeront également à des activités sportives et des expositions, selon les organisateurs.
Par ailleurs, en vue de promouvoir le tourisme, une action similaire a été effectuée la semaine dernière, où 180 jeunes avaient démarré depuis le siège de la wilaya de Bouira pour participer à plusieurs visites touristiques et culturelles, dans le cadre d'un accord de jumelage impliquant plusieurs wilayas du pays. Ont fait savoir, des services de la direction du tourisme et de l'artisanat.

R.R

BISKRA

Journée d'étude sur les nouveautés de la loi sur les marchés publics

UNE JOURNÉE d'étude sur les nouveautés de la loi sur les marchés publics a été organisée, avant-hier, à l'amphithéâtre Omar Assassi de l'université Mohamed Khider de Biskra.
Organisée par le centre de Biskra de l'université de formation continue (UFC), la rencontre aborde la loi sur les marchés publics entrée en vigueur le 5 août passé et ses nouveautés en matière de contrôle interne des marchés publics avec la participation d'universitaires et de magistrats du tribunal administratif.
Les intervenants ont passé notamment en revue les procédures de passation des marchés et les règles d'établissement des cahiers de charges contenues dans cette loi.
Dans son allocution d'ouverture de cette journée d'étude, le wali Lakhdar Sedas a souligné l'importance de l'examen de cette loi qui clarifie les procédures d'exécution des marchés publics par les entreprises de réalisation ainsi que de la formation continue des opérateurs en vertu de l'article 8 de cette loi. Initiée par l'UFC, l'université



Mohamed Khider et le tribunal administratif, la rencontre s'est déroulée en présence du wali de Biskra, du wali d'Ouled Djellal, Aïssa Aziz Bouras, du président et procureur général de la cour de justice de la même wilaya, MM. Laïd Boukhebza et jamel-Eddine Zidaïni, des directeurs exécutifs, des présidents des APC et des APW des deux wilayas.

R.R

STATUT DE L'ARTISTE

Les attentes des coopératives théâtrales

Le texte d'application portant sur la création et la gestion de coopératives artistiques, relatif au statut de l'artiste, devrait voir le jour dans les prochaines semaines. Cette initiative a suscité l'enthousiasme au sein de la communauté théâtrale. Les coopératives ont, cependant, abordé leurs attentes concernant les modalités de ce texte.

Rencontré par le Jeune Indépendant, Lamri Kaouane, qui représente la coopérative El-Anis à Sétif, a exprimé un optimisme palpable quant à l'avenir des coopératives théâtrales en Algérie, suite à cette initiative. « Nous avons eu une rencontre avec la ministre de la Culture et des arts, Soraya Mouloudji. Elle a confié à son administration, représentée par Missoum Laroussi et Cheddad Bezie, en collaboration avec des représentants de coopératives, la mission d'élaborer certaines des lois destinées à être intégrées dans le texte d'application des associations et coopératives artistiques », a-t-il confié.

Il a également précisé qu ' « avec des collègues nous avons évoqué certains points formulés sous forme de propositions, qui ont été remises aux décideurs du ministère de la Culture pour examen ». Et d'ajouter : « Actuellement, nous discutons de certains articles et nous les proposons au ministère de la Culture pour leur application, tels que l'adoption officielle des coopératives par le ministère de la Culture et des Arts, plutôt que de passer par un notaire, les coopératives seront officielles, cela pour que les artistes qui sont réellement actifs sur le terrain, en bénéficier ».

Selon lui, les propositions les plus cruciales portent sur la définition des fondateurs et des membres de la coopérative, ainsi que sur la qualification d'un individu en tant que coopérant. Il s'interroge sur la nécessité pour un membre de la coopérative d'être nécessairement un artiste, un administrateur, ou s'il a le droit de ne pas détenir une carte d'artiste tout en exerçant des activités culturelles au sein de la coopérative. De plus, il pose la question du nombre de membres requis pour constituer une coopérative.

De plus, Kaouane a soulevé une dimension financière liée à la production au sein des coopératives. « Il est impératif de déterminer qui finance et quel est le montant de ce financement, que ce soit partiel ou total », a-t-il affirmé. Il a également mis en lumière la question de la distribution des productions théâtrales, ainsi que le montant réellement nécessaire pour monter une représentation théâtrale au sein de chaque coopérative.

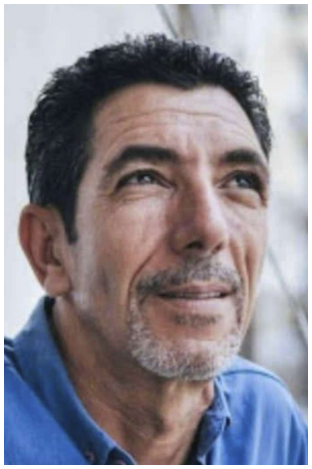
À cet égard, il soutient que « les coopératives bénéficiant d'un soutien financier devraient se voir accorder une licence pour la distribution de leurs œuvres dans diverses régions du pays ». Il souligne que, « pour assurer une stabilité financière, une coopérative devrait présenter ses œuvres lors d'au moins 30 représentations. Cependant, la décision finale concernant le soutien financier devra se faire par le biais d'un comité chargé d'évaluer la conformité aux critères de représentation et à sa qualité ».

Il a déclaré que « le nombre de coopératives en Algérie dépasse les 193, cependant, il est évident que la plupart d'entre elles demeurent inactives et ne participent pas activement à la scène artistique. En vérité, on peut estimer à environ 50 le nombre de coopératives réellement actives et dignes de la qualification de coopératives culturelles ou théâtrales».

Le même interlocuteur a conclu en soulignant que ces aspects demeurent au centre de leurs préoccupations et de leurs discussions. Une décision à leur sujet devrait être prise dans un avenir proche, et l'annonce de l'adoption de lois favorables à l'ensemble des coopérants est prévue pour le mois de janvier.







UN TEXTE BÉNÉFIQUE POUR LES INSTITUTIONS CULTURELLES PRIVÉES !

De son côté, Halim Zedame de la coopérative théâtrale El Tadj de Bordj Bou Arreridj a partagé son point de vue sur le texte d'application relatif aux associations et coopératives artistiques. Il nourrit l'espoir que « ce décret ouvrira de nouveau une porte qui avait été fermée en 2014, faisant référence à une directive ministérielle interdisant aux associations d'opérer sans une autorisation spécifique, une mesure qu'il juge illégitime ». Il envisage, aussi, que « le nouveau décret permettra une reprise des activités pour ces institutions culturelles et artistiques ».

Zedame a ensuite abordé le sujet d'institution artistiques privées qui pourraient bénéficier du texte d'application. « Je présume que le décret autorisera les institutions culturelles et artistiques privées à investir dans le domaine artistique, une requête que nous formulons depuis un certain temps. En tant que responsable d'une coopérative, je serais en mesure de créer un petit théâtre et d'y concrétiser mes projets, que ce soit en termes de formation ou de production théâtrale ». Le même interlocuteur a également évoqué la nécessité de développer de nouveaux concepts et styles théâtraux, s'inspirant, par exemple, de l'approche de Brecht, qui a introduit le théâtre épique au cours d'une période de vingt ans.

Par ailleurs, Zedame espère que le texte d'application simplifiera les procédures liées aux demandes de financement auprès des banques, facilitant ainsi l'obtention de prêts ou d'autres formes de soutien financier de la part d'entreprises économiques.

CRÉATION D'UNE CELLULE EUROPÉENNE

Tounes Aït Ali, à la tête de la coopérative Les Trois Loges basée en France, a de son côté exprimé : « En tant que comédienne et metteuse en scène de la diaspora algérienne résidant en France, j'ai soulevé une problématique lors d'une réunion au ministère concernant les compagnies en Algérie ». Elle a ajouté : « En tant que citoyenne algérienne, je m'interroge sur la possibilité de retourner en Algérie pour créer une compagnie. Cependant, j'ai constaté que cette démarche est entravée par des obstacles administratifs".

En effet, « ayant déjà une résidence en France, il m'est difficile d'obtenir une résidence en Algérie. Les autorités locales ne peuvent m'accorder qu'un hébergement, dépourvu de toute valeur officielle ou utilité administrative. Cette situation soulève des questions sur les possibilités d'engagement artistique et entrepreneurial pour les membres de la diaspora algérienne qui souhaitent contribuer au secteur culturel en Algérie », a-t-elle expliqué.

Au cours de la réunion au ministère, Tounes Aït Ali a proposé « la création d'une cellule européenne dédiée à la représentation des artistes de la diaspora algérienne, qu'ils soient établis en tant qu'artistes ou qu'ils possèdent également la nationalité algérienne ». Selon ses dires, « l'objectif serait de mettre en place une structure facilitant les rencontres et les échanges, notamment en simplifiant le processus d'obtention de la carte d'artiste. Cette initiative offrirait la possibilité à des artistes tels que Si Ahmed Agoumi, Beyouna, Hichem Mesbah, et d'autres évoluant en France, de participer activement au paysage artistique en Algérie ».

Selon la metteuse en scène, « il est crucial de réfléchir à la manière dont nous pouvons favoriser une collaboration plus étroite entre nos compagnies artistiques, en tenant compte des défis auxquels nous sommes confrontés ». et d'avouer : « Lorsque je monte un spectacle avec ma compagnie, je suis en réalité en train de défendre et promouvoir la culture algérienne. Il devient donc impératif d'établir une cellule dédiée qui puisse représenter l'ensemble des artistes algériens vivant à l'étranger ».

« Lors de ma rencontre avec Missoum Laroussi, j'ai abordé cette problématique, et sa réponse a été positive. Il m'a assuré qu'il soulèverait également cette question auprès de la ministre. Cette initiative s'inscrit dans la politique présidentielle qui vise à ne pas perdre le lien avec la diaspora, encourageant la facilitation des entrées, des investissements et du travail pour les membres de la diaspora algérienne », a-t-elle conclu.

Meriem Djouder

L'ANNONCE A ÉTÉ FAITE JUSTE APRÈS LE DRAME :

Suspension de toutes les activités footballistiques jusqu'à nouvel ordre

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a annoncé mercredi soir la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de toutes les activités footballistiques, à la suite de l'accident de la route dont a été victime l'équipe du MC El-Bayadh, causant la mort de deux personnes parmi les membres du club. «Suite à l'accident tragique qui a endeuillé mercredi 20 décembre 2023 le club et la famille du MC El-Bayadh, la FAF a décidé de suspendre toutes les activités footballistiques prévues ce week-end à travers tout le territoire national et au niveau de toutes les divisions et catégories confondues, et ce jusqu'à nouvel ordre», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Les deux membres décédés au cours de ce tragique accident sont le gardien de but Zakaria Bouziani et l'entraîneur-adjoint Khaled Meftah, qui étaient à bord de l'autocar qui emmenait l'équipe en direction de Tizi-Ouzou en prévision de la rencontre contre la JS Kabylie, qui devait se jouer vendredi, pour le compte de la 11e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis. «La cérémonie du tirage au sort des 1/32ème et 1/16ème de finale de la Coupe d'Algérie édition 2023-2024, prévue le mardi 26 décembre 2023, est également reportée à une date ultérieure», souligne la FAF.

JS KABYLIE / SOLIDARITÉ : UN BUS OFFERT AU MC EL BAYADH ET UNE AIDE FINANCIÈRE AUX FAMILLES DES DÉFUNTS

LA JS KABYLIE a offert un bus à l'équipe du MC El Bayadh, victime d'un accident de la route mercredi soir à Tiaret suite au renversement du bus de l'équipe, entraînant le décès du gardien de but, Zakaria Bouziani et de l'entraîneur-adjoint, Khaled Meftah. « La JSK apporte une modeste contribution, sous forme d'un bus, au profit de l'équipe du Mouloudia Club d'El Bayadh, ainsi qu'une aide financière aux familles des défunts Allah yerhamhoum. La JS Kabylie exprime sa compassion et sa solidarité avec nos frères du Mouloudia Club d'El Bayadh, ainsi que leurs familles, en cette douloureuse épreuve », a écrit le club de la ville des genêts sur sa page Facebook. Le Mouloudia d'El Bayadh devait affronter vendredi à Tizi-Ouzou, la JS Kabylie pour le compte de la 11ème journée du championnat de football Ligue 1 Mobilis. La JSK a observé une minute de silence avant l'entame de la séance d'entraînement ce matin, en hommage aux deux membres du MC El Bayadh qui ont péri dans le tragique accident de circulation. Juste après cet accident tragique, la Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé dans un communiqué, la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de toutes les activités footballistiques prévues ce week-end à travers tout le territoire national et au niveau de toutes les divisions et catégories confondues, et ce jusqu'à nouvel ordre.

DE RETOUR AU PAYS POUR PRÉPARER LA CAN, YOUCEF ATAL AUX ALGÉRIENS : « MERCI POUR VOTRE SOUTIEN »

L'INTERNATIONAL algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, qui a été jugé lundi 18 décembre pour avoir soutenu la cause palestinienne, en attendant le verdict de son procès mercredi 3 janvier, est arrivé jeudi soir en Algérie pour entamer la préparation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2023). A son arrivée à l'aéroport, le latéral droit des Verts a remercié tous les Algériens pour leur soutien suite à sa suspension par l'OGCN et la Commission de discipline de la LFP française et surtout les poursuites judiciaires et surtout sa comparution lundi dernier à cause de son soutien à Ghaza. « J'ai reçu beaucoup de messages de soutien de la part des Algériens. Je savais qu'ils étaient tous avec moi. Je les remercie pour ce soutien, a-t-il déclaré en assurant qu'il n'a rien fait de grave. « Je n'ai rien fait de grave. Je voulais juste apporter mon soutien à nos frères en Palestine », a-t-il ajouté. Pour rappel, la procureure chargée de l'affaire a requis une peine de 10 mois de prison avec sursis, assortie d'une amende de 45 000 euros en plus de sa diffusion sur son compte Instagram pendant une période d'un mois. Atal, retenu dans la liste élargie de Belmadi, rendue publique par la Confédération africaine de football (CAF), fait partie des 27 appelés à disputer la CAN en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024.

TERRIBLE DRAME À TIARET :

Deux morts et 10 blessés dans l'accident d'un car du club du Mouloudia d'El Bayadh

Deux (2) personnes sont décédées et dix (10) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la wilaya de Tiaret impliquant le car transportant la délégation du club de football du Mouloudia d'El Bayadh (Ligue 1 Mobilis) qui devait affronter la JS Kabylie vendredi à Tizi-Ouzou, a-t-on appris de la Protection civile.



L'accident grave s'est produit lorsque le car qui transportait l'équipe de football du Mouloudia d'El Bayadh s'est renversé au niveau de la route wilayale N 3, dans son tronçon reliant Sougueur et Si Abdelghani, dans la wilaya de Tiaret, a précisé le chargé de communication à la Protection civile, le capitaine Boukhari. L'unité principale de la Protection civile appuyée par des unités secondaires des daïras de Sougueur et Mahdia, est intervenue pour dégager les corps des victimes et transférer les blessés vers le service des urgences de l'Hôpital Mimouni Tahar de Sougueur. Le Mouloudia d'El Bayadh devait affronter vendredi à Tizi-Ouzou la JS Kabylie pour le compte de la 11ème journée du championnat de Ligue 1 Mobilis.

DÉCÈS DU GARDIEN DE BUT ET DE L'ENTRAÎNEUR-ADJOINT :

Condoléances du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses condoléances aux familles des victimes de l'accident de la route survenu mercredi soir à Tiaret suite au renversement du bus de l'équipe de football du MC El Bayadh, entraînant le décès du gardien de but, Zakaria Bouziani et de l'entraîneur-adjoint, Khaled Meftah. « C'est avec une profonde affliction et tristesse que j'ai appris la nouvelle de la tragédie qui a secoué le personnel d'entraînement et les joueurs du MC El Bayadh. En cette douloureuse épreuve, je présente mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion aux familles des victimes, souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Je présente également mes condoléances à tous les supporters de l'équipe. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons », a écrit le président de la République.

DANS UN MESSAGE DE COMPASSION

Le ministre de la Jeunesse et des Sports présente ses condoléances

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad a présenté ses condoléances à la suite de l'accident de la route survenu mercredi soir dans la wilaya de Tiaret impliquant l'autocar transportant l'équipe de football du Mouloudia d'El Bayadh (Ligue 1 Mobilis), ayant fait deux morts et 10 blessés parmi les membres du club. «C'est avec une grande tristesse et un cœur résigné devant la volonté de Dieu que nous avons reçu la nouvelle du décès du gardien de but Zakaria Bouziani et de l'entraîneur-adjoint Khaled Meftah de l'équipe du Mouloudia d'El Bayadh. En cette douloureuse épreuve, le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Abderrahmane Hammad, présente ses sincères condoléances à la famille de l'équipe du Mouloudia d'El Bayadh et aux familles des victimes, priant Allah le Tout-Puissant d'entourer les défunts de Sa sainte miséricorde, de les accueillir en Son vaste Paradis et de prêter à leurs proches patience et réconfort», indique le ministre dans un message, en souhaitant «un prompt rétablissement aux blessés». Le Mouloudia d'El Bayadh devait affronter vendredi à Tizi-Ouzou, la JS Kabylie pour le compte de la 11ème journée du championnat de football Ligue 1 Mobilis.

AU NOM DE TOUTE LA FAMILLE DU FOOTBALL

La FAF présente ses condoléances au club, aux familles et aux proches des victimes...

C'EST avec une immense peine que le Président de la Fédération algérienne de football, M. Walid SADI, les membres du Bureau Fédéral ainsi que toute la famille du football national ont appris l'accident tragique de la route qui a endeuillé le club du MC El-Bayadh, évoluant en Ligue 1 professionnelle Mobilis, et qui a entraîné le décès de deux membres de ce club. Il s'agit du gardien de but Zakaria BOUZIANI et de l'entraîneur-adjoint Khaled MEFTAH, qui étaient à bord de l'autocar qui emmenait l'équipe en direction de Tizi-Ouzou en prévision de la rencontre contre la JS Kabylie, comptant pour la 11ème journée du championnat. En cette douloureuse circonstance, le Président de la Fédération algérienne de football, les membres du Bureau Fédéral et toute la famille du football national présentent au club du Mouloudia d'El-Bayaddh, aux familles et aux proches des victimes leurs plus sincères condoléances et les assurent de leur profonde sympathie. Que Dieu Le-Tout-Puissant puisse accueillir les défunts en Son vaste paradis et les couvre de toute Sa Miséricorde.
''A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons''

. . . ET SOUHAITE PROMPT RÉTABLISSEMENT AUX BLESSÉS DE L'ACCIDENT

Le Président de la Fédération algérienne de football, M. Walid SADI, les membres du bureau fédéral et toute la famille du football national souhaitent un prompt rétablissement aux membres du club du Mouloudia d'El-Bayadh blessés lors de l'accident de la route dont a été victime l'autocar qui transportait l'équipe vers la ville de Tizi-Ouzou. Le Président de la FAF et les membres du bureau fédéral expriment tout leur soutien et leur solidarité avec le Mouloudia d'El-Bayadh en cette douloureuse épreuve.

COUPE DE LA CAF (4ÈME JOURNÉE-GROUPE A) : FUTURE FC - USM ALGER :

L'USM Alger, un pied et demi en Quarts

Les détenteurs en titre de la C2 africaine, les usmistes algérois, ont arraché un très précieux nul (0-0), à l'extérieur (le Caire, Égypte), face à leur concurrent direct pour la 1ère place dans le groupe « A » de la Coupe de la CAF, le Future FC.

Par Rabah Azizi.



Comme à leur habitude, les « Usmistes » déçoivent rarement en compétition africaine, en tenant en échec leur dauphin (0-0) de la phase de poules, Future FC dans son propre fief au stade « Al Ahly du Caire ». Les « Rouge et Noir » d'Alger, reviennent donc avec un précieux point et le ticket de la qualification en quarts pratiquement en poche. Mission réussie pour le technicien espagnol Garrido et ses joueurs, qui joueront désormais pour sécuriser leur fauteuil de leader. Une première place qui facilitera (logiquement) leur tirage au sort et ainsi leur chemin dans un parcours où les représentants Algériens veulent aller jusqu'au bout pour rééditer les succès de la saison dernière et défendre leur précieux titre de champions d'Afrique. Pour cette rencontre, et au cours de la première période, dès le coup d'envoi, c'est l'USMA qui domine en termes d'occasions nettes, ne passant pas loin d'ouvrir le score à plusieurs reprises. Deux moments clés se sont ainsi présentés, d'abord avec l'attaquant Belkacemi à la 21ème minute après une jolie ouverture de Belaïd, suivi par une opportunité de Tumisang à la 27ème minute et de Belkacemi, encore lui, à la 39ème minute. Malheureusement, et malgré ces belles opportunités, les Rouge et Noirs n'a pas réussi à concrétiser, laissant le tableau d'affichage inchangé à la mi-temps. Après la pause citrons, le capitaine Belaïd et ses coéquipiers vont maintenir le cap dans leur quête d'une quatrième victoire consécutive en phase de poules, en optant pour une approche tactique persistante. Renforçant le milieu de terrain et intégrant deux attaquants, Belkacemi et Ait El Hadj, l'équipe dirigée par l'entraîneur espagnol Juan Carlos Garrido, cherchait à amplifier la pression offensive et à poursuivre la dynamique de jeu établie précédemment, dans l'espoir de consolider leur performance dans la phase de poules. Avec ce partage des points logique, l'« Ittihad »maintient sa position de leader du groupe « A » en accumulant un total de 10 points, devançant ainsi son hôte du jour, le onze égyptien du Future FC qui compte 7 points. A signaler que dans l'autre rencontre de la même poules, SuperSport United a réussi à vaincre Al Hilal sur le score de 2-1. Cependant, et malgré cette victoire, SuperSport reste scotché à la dernière place du groupe avec 3 petits points seulement, tandis qu'Al Hilal reste bon troisième place avec le même total de points mais avec un meilleur goal-average. **R.A**

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE :

CRB - Al-Ahly SC reprogrammé le 16 ou 17 février ...

LE MATCH entre le CR Belouizdad et le club égyptien d'Al-Ahly SC, comptant pour la 4e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, qui devait se jouer le mardi 19 décembre, a été reprogrammé au 16 ou 17 février prochain, rapporte jeudi la presse sportive égyptienne. Ce derby nord-africain a été reporté en raison de la participation des Egyptiens à la Coupe du monde des clubs 2023 qui se déroule actuellement en Arabie saoudite. Les joueurs de l'entraîneur suisse Marcel Koller affronteront ce vendredi les Japonais d'Urawa au stade du Prince Abdallah Fayçal à Djeddah (15h30), en match pour la troisième place. La finale opposera le même jour les Anglais de Manchester City aux Brésiliens de Fluminense (19h00). Vainqueurs mercredi à domicile face aux Ghanéens de Medeama SC (3-0), les Tanzaniens des Young Africans ont rejoint Al-Ahly SC provisoirement en tête du classement avec 5 points chacun. Medeama SC et le CRB suivent derrière avec 4 points chacun. La 5e journée se jouera les 23 et 24 février 2024, alors que la 6e et dernière journée est fixée aux 1 et 2 mars. Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

... LES YOUNG AFRICANS (TANZANIE) METTENT LA PRESSION SUR LE CRB ET AL-AHLY

La formation tanzanienne des Young Africans, s'est imposée face aux Ghanéens de Medeama SC 3-0 (mi-temps : 1-0), mercredi au stade Benjamin Mkapa à Dar Es-Salaam, pour le compte de la 4e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football. Les locaux ont ouvert le score grâce à Peodoh Pacome Zouzoua (33e), avant dérouler en seconde période pour ajouter deux buts par Kennedy Musonda (61e) et Yahya Mudathir (66e). Jonathan Sowah a raté un penalty pour Medeama SC (54e) avant d'être expulsé à la 90e minute. A l'issue de cette victoire, les « Yanga » rejoignent les Egyptiens d'Al-Ahly SC provisoirement en tête du classement avec 5 points chacun. Medeama SC et le représentant algérien le CR Belouizdad suivent derrière avec 4 points chacun. Le match CRB-Al-Ahly SC qui devait se jouer mardi a été reporté à une date ultérieure, en raison de la participation des Egyptiens en Coupe du monde des clubs 2023 qui se déroule actuellement en Arabie saoudite. La 5e journée se jouera les 23 et 24 février 24, alors que la 6e et dernière journée est fixée aux 1er et 2 mars.

Le point à l'issue de Young Africans – Medeama SC 3-0 :

Club	Pts	J
1). Al-Ahly SC	5	3
–). Young Africans	5	4
3).CR Belouizdad	4	3
–). Medeama SC	4	4

CLASSEMENT FIFA :

L'Algérie termine l'année 2023 à la 30e place

LA SÉLECTION algérienne de football a terminé l'année 2023 à la 30e place au classement mondial de la FIFA du mois de décembre, publié jeudi par l'instance internationale sur son site officiel. Le classement de la sélection algérienne n'a pas connu de changements par rapport à celui du mois de novembre où les Verts avaient occupé la 30e position grâce aux deux victoires décrochées à l'occasion des rencontres disputées en octobre dernier face à la Somalie (3-1) et devant le Mozambique (0-2), pour le compte des premières journées des qualifications de la Coupe du monde 2026. La sélection algérienne a également conservé le 4e rang sur le plan continental et la 3e position au niveau arabe. D'autre part, les adversaires des Verts en Coupe d'Afrique des nations 2023 en Côte d'Ivoire ont gardé leurs places respectives : Burkina Faso (57e), Angola (157e), Mauritanie (105e). En haut du classement mondial, l'Argentine championne du monde 2022 au Qatar, conserve son avance sur la France (2e). En revanche, l'écart se creuse entre les Bleus et leur poursuivant direct, l'Angleterre (3e). La Belgique (4e) garde son rang, mais voit le Brésil (5e) revenir et frapper à la porte du Top 4.

Aucun changement pour les autres sélections au Top 10 mondial.

Seuls onze matchs ont été disputés depuis la publication du dernier classement en novembre 2023. Neuf de ces rencontres concernaient des équipes de la zone OFC engagées dans les Jeux pacifiques. Les deux autres ont impliqué la Colombie qui a affronté le Venezuela puis le Mexique en amical. Le prochain classement mondial de la Fifa sera publié le 15 février 2024.

AFFAIRE GALTIER :

Le verdict du tribunal de Nice est tombé : Relaxe !

LE TRIBUNAL correctionnel de Nice a rendu son verdict concernant l'affaire Galtier, dont le procès a eu lieu il y a quelques jours. Vendredi dernier, Christophe Galtier s'est présenté au tribunal correctionnel de Nice pour répondre à la mise en cause de la justice. Poursuivi pour « discrimination » et « harcèlement moral » pour des faits datant de son passage comme entraîneur de Nice, et notamment en 2022, Galtier nie toute forme de racisme, reconnaissant quelques propos déplacés. Ce jeudi, et alors que le procureur avait requis une peine de douze mois de prison avec sursis et 45000 euros d'amende, tandis que le clan Galtier réclamait une relaxe, le verdict est officiellement tombé. Et selon les informations de RMC Sport, aucune des deux infractions n'est caractérisée et Christophe Galtier est relaxé.

CAN-2023 :

La CAF publie la liste provisoire des joueurs de la sélection algérienne

LA CONFÉDÉRATION africaine de football (CAF) a publié mercredi la liste provisoire de 50 joueurs des 24 sélections africaines dont l'Algérie, qualifiées à la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février). Cette liste provisoire des Verts comprend, entre autre, la présence d'Ismael Bennacer (AC Milan/Italie), Rais M'Bolhi (CR Belouizdad/Algérie), Djamel Benlamri (MC Alger/Algérie), Youcef Belaili (MC Alger), Zineddine Belaid (USM Alger/Algérie), Faouzi Ghoulam (Hayaspor/Turquie) ou encore Amir Sayoud (A-Raed Saudi Club). Les 24 nations devront transmettre la liste définitive des 27 joueurs sélectionnés au plus tard le 3 janvier 2024, soit dix jours avant le coup d'envoi de la compétition, mais seuls 23 joueurs seront sélectionnables pour chaque match du tournoi, a précisé la CAF, tout en soulignant que l'inscription des quatre joueurs supplémentaires sur la liste définitive n'est qu'une option et non une obligation. En cas de blessure contractée 24 heures avant le premier match de l'équipe, le joueur blessé pourra être remplacé, sur présentation du certificat médical et après validation par la Commission médicale de la CAF, a-t-on ajouté. L'Algérie, qui s'apprête à enregistrer sa 20e participation à la CAN, s'est qualifiée haut la main pour la CAN-2023, en dominant le groupe F avec 16 points en six matchs devant la Tanzanie (8 pts), également qualifiée, l'Ouganda (7 pts) et le Niger (2 pts). La CAN-2023 se jouera pour la troisième fois en présence de 24 nations, après les éditions 2019 (Egypte) et 2021 (Cameroun). Les nations qualifiées ont été réparties sur six groupes de quatre équipes chacun. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 8es de finale de cette 34e édition, qui se déroulera dans cinq villes ivoiriennes : Abidjan, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro et San Pedro.

Economie de la donnée :
les médias du TEMS signent avec Dawex

Déjà fournisseur de la plateforme de données de l'agriculture et du Data Space, l'éditeur Dawex équipera 43 acteurs européens des médias d'une technologie d'échange de données. La finalité : faciliter la circulation des données dans le secteur.

L'Europe a perdu la bataille du cloud. Elle espère encore s'extraire de la mêlée sur celle des données et de la data economy. Pour y parvenir, la Commission a défini une stratégie européenne pour les données. L'ambition : la création d'un marché unique des données.
Dans ce cadre, l'Europe encourage les entreprises des grands secteurs (banque, automobile, agriculture…) à organiser la construction d'espaces de données. Ce projet est sur de bons rails dans le domaine des médias.



Distribution de data products en Europe
Une alliance de 43 organisations des secteurs des Médias et de la Tech à travers l'Europe ambitionne ainsi de concevoir le Media Data Space. Parmi les participants figurent, entre autres, l'AFP, France Télévisions et l'Institut National de l'Audiovisuel.
La construction d'un espace de données, destiné à faciliter les échanges et à garantir la confiance, nécessite des briques technologiques. C'est l'éditeur Dawex qui a été choisi pour apporter le composant central de l'exchange du TEMS (Trusted European Media Data Space).
L'entreprise est déjà impliquée dans plusieurs projets européens d'espace de données, avec le Agdatahub réunissant l'agriculture et l'agroalimentaire, mais aussi la Space Data Marketplace sur les données spatiales.
Grâce à la solution de Data Exchange, le TEMS et ses membres souhaitent donc mettre en commun leurs données. Plus précisément, il s'agit pour les groupes de média de distribuer et partager des data products.

La donnée clé de l'adoption de l'IA
L'espace de données bénéficie du soutien du Programme pour une Europe numérique de la Commission européenne. Il fédère des organisations de 14 pays de l'UE et doit contribuer au développement économique des écosystèmes médias locaux et régionaux.
La circulation de données au sein du secteur vise à alimenter de nouveaux services permettant de traiter des problématiques sectorielles, comme la lutte contre la désinformation et l'analyse d'audience, mais aussi à favoriser l'adoption de l'IA.
Le consortium TEMS entend pour cela "fournir à tout acteur des médias intéressé un accès libre à un espace de données commun. Et ce pour aider à la transformation numérique et améliorer la compétitivité de l'industrie européenne des médias."

Windows 11 23H2 n'a rien d'excitant, et c'est exactement pour ça que vous allez follement l'aimer

Technologie : Microsoft vient de publier la nouvelle version la plus ennuyeuse de l'histoire de Windows, pourtant vieille de plus de 30 ans. Et c'est très bien ainsi.

Microsoft vient de publier la dernière mise à jour annuelle de son système d'exploitation Windows. Techniquement, il s'agit de la mise en disponibilité générale de la mise à jour Windows 11 2023 (également connue sous le nom de Windows 11, version 23H2).
Dans un billet de blog, John Cable, VP de Microsoft décrit la nouvelle version comme suit : "Nous proposons un nombre limité de nouvelles caractéristiques et de nouvelles fonctionnalités pour une mise à jour familière, rapide et fiable".

Pour ceux qui ne parlent pas le Microsoft, permettez-moi de traduire.
Cette mise à jour est extrêmement mineure, en termes d'impact sur votre PC. Si vous utilisez la version de Windows 11 de l'année dernière (version 22H2), celle-ci arrivera sous la forme d'un petit paquet qui active une poignée de nouvelles fonctionnalités, incrémente le numéro de build, puis se ferme.
En ce qui concerne les fichiers principaux du système d'exploitation, il n'y a aucune différence entre les versions 2022 et 2023. Si vous utilisez toujours la version originale 2021 de Windows 11, l'installation sera nettement plus intrusive et nécessitera une configuration complète de Windows, ce qui pourrait prendre une heure ou plus.

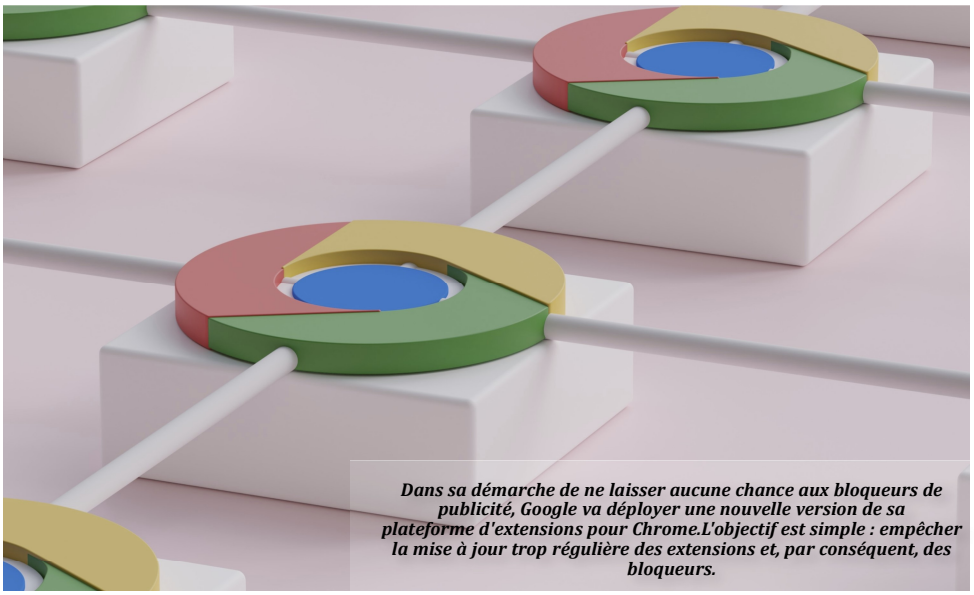
Que peut faire Windows Copilot pour vous ?
La plupart des nouvelles fonctionnalités activées par la nouvelle mise à jour ont déjà été publiées et sont également disponibles pour la version 22H2. Celle que Microsoft met le plus en avant est Windows Copilot, qui ajoute une invite AI dans une barre latérale sur le côté droit de l'écran Windows.
Les nouvelles fonctionnalités ne sont pas vraiment révolutionnaires. L'application Chat a été rebaptisée Microsoft Teams (gratuite) et est désormais épinglée par défaut dans la barre des tâches. Microsoft promet qu'elle offrira "une mini expérience de communication qui permet de discuter, d'appeler, de se réunir et de créer un espace pour les groupes communautaires afin de se rassembler, de s'organiser et de partager des idées en un clic ou deux".
En outre, une demi-douzaine d'applications incluses dans Windows 11 bénéficient d'une nouvelle étiquette "Système" dans le menu "Toutes les applications". Elles ont également leur propre page dans Paramètres > Système > Composants du système. La liste comprend l'application Microsoft Store ainsi que Game Bar et Phone Link. Et oui, ce changement extrêmement mineur fait l'objet d'un paragraphe entier dans le billet de blog annonçant cette "mise à jour simplifiée", ce qui souligne à quel point la mise à jour 2023 de Windows 11 est anodine.

Retour aux bases des mises à jour Windows
Avec cette dernière version, Microsoft a pratiquement bouclé la boucle de sa stratégie de mise à jour de Windows.
En 2015, avec le lancement de Windows 10, l'entreprise a donné le coup d'envoi de l'ère "Windows en tant que service". Cela s'est finalement transformé en un travail épuisant de mises à jour de fonctionnalités deux fois par an, qui agaçait les clients et surchargeait les ingénieurs. L'ampoule s'est finalement allumée à Redmond après que la mise à jour de septembre 2018 ait été livrée avec un bug qui a supprimé les données des clients. Oups.
Quoi qu'il en soit, la plupart des personnes impliquées dans ces décisions sont parties depuis longtemps de Microsoft. Et la société s'est apparemment repliée sur l'ancienne approche d'une nouvelle version de Windows tous les trois ans. Cela signifie que Windows 11 est sur la voie d'une retraite anticipée et que Windows 12 arrive dans quelques mois.

Windows as a Service s'est transformé en Microsoft as a Service
La bonne nouvelle, c'est que toutes ces mises à jour et nouvelles versions sont gratuites.
Il fut un temps où Microsoft faisait payer pour les mises à niveau de Windows. Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, la division Windows de Microsoft tire ses revenus en vendant des licences OEM à des entreprises telles que HP, Dell et Lenovo. Celles-ci installent à leur tour la dernière version de Windows sur les PC qu'elles vendent aux particuliers et aux entreprises du monde entier, puis Microsoft perçoit des revenus supplémentaires de cette base installée en vendant des services tels que Microsoft 365 et Xbox Live.
En d'autres termes, Windows as a Service s'est transformé en un service Microsoft. Windows as a Service s'est transformé en Microsoft as a Service. Les administrateurs d'entreprise disposent d'un long menu de services de sécurité et de productivité parmi lesquels ils peuvent choisir. Les particuliers et les petites entreprises peuvent payer un supplément pour le stockage dans le cloud dans OneDrive.

Si vous n'aimez pas ça, prenez un Mac
Vous pouvez bénéficier d'une période d'essai gratuite d'un mois pour Microsoft 365, puis payer 99 euros par an pour un abonnement comprenant cinq licences. Si vous êtes connecté avec un compte local, vous serez invité à passer à un compte Microsoft gratuit. Vous verrez ces offres sous forme de fenêtres contextuelles et de notifications lorsque vous mettrez à jour votre système d'exploitation, une évolution qui fait trembler certains utilisateurs de longue date de Windows.
En réalité, Microsoft a réussi à transformer son système d'exploitation phare en un logiciel ennuyeux qui ne fait que fonctionner correctement. Mais qui comprend également des liens vers ses services en ligne très rentables. Si vous n'aimez pas ça, prenez un Mac.

Pour lutter contre les bloqueurs de pub, Google va empêcher leurs mises à jour trop fréquentes



Dans sa démarche de ne laisser aucune chance aux bloqueurs de publicité, Google va déployer une nouvelle version de sa plateforme d'extensions pour Chrome.L'objectif est simple : empêcher la mise à jour trop régulière des extensions et, par conséquent, des bloqueurs.

Avec Manifest V3, le nom de la future mise à jour du magasin d'extensions de son navigateur Chrome, Google compte bien empêcher la mise à jour de codes hébergés à distance. En clair, les créateurs d'extensions devront mettre à jour entièrement leur extension à chaque modification apportée, soumettant de ce fait leurs « patchs » directement à Google.

Limiter, le maître mot de Manifest V3

Pour bloquer le plus de publicités possibles et de façon complètement transparente, les « Ad Blockers », les logiciels/extensions anti-publicité, mettent régulièrement à jour leurs listes de filtres. Lorsqu'un diffuseur de publicités change ses scripts, ses adresses IP et tout ce qui permet d'afficher les publicités, les bloqueurs récupèrent toutes ces données et les ajoutent aux listes noires des utilisateurs finaux. Le but est évidemment de bloquer le plus de publicités en quasi temps réel. Pour faire tout cela aussi rapidement, il est nécessaire de passer par du code à distance, des fichiers hébergés ailleurs que sur votre ordinateur et qui sont récupérés via internet régulièrement sans que vous n'ayez la moindre manipulation à effectuer. Ce procédé permet d'éviter de devoir lancer une mise à jour complète d'une extension, qui ralentirait considérablement la course au blocage des dernières publicités. Et c'est justement ça que veut Google.

D'autre part, l'API « WebRequest » (l'API principale utilisée par les bloqueurs) cessera d'exister au profit de la « declarativeNetRequest ». Celle-ci forcera les extensions à demander au navigateur Chrome de bloquer les requêtes des publicités à leur place, avec qui plus est des limitations jugées arbitraires sur le nombre de règles de filtrage.

De nouvelles règles communes et des justifications floues

Si Google affirme que Manifest V3 a été pensé pour améliorer la confidentialité, la sécurité et les performances, ce n'est pas ce qui interpelle le plus les développeuses et développeurs d'extensions. En plus de toucher les bloqueurs, cible principale de Google, les nouvelles règles à respecter pour les mises à jour vont concerner l'intégralité des extensions proposées sur le catalogue du navigateur Chrome.

Par ailleurs, il a été mentionné par L'Electronic Frontier Foundation (une ONG internationale de protection des libertés sur Internet) et Mozilla (éditeur du navigateur Firefox) que Manifest V3 n'empêchera pas les extensions d'espionner les historiques de navigation, d'autant que cette V3 aura accès aux mêmes données que la V2. En clair, rien ne semble justifier la prise de position de Google sur la confidentialité et la vie privée des utilisatrices et utilisateurs vis-à-vis de Manifest V3.

Les smartphones pliables de Samsung entrent dans le programme d'autoréparation



La société a ajouté le Galaxy Z Flip 5, le Galaxy Z Fold 5 et d'autres smartphones pliables à la liste des appareils qui peuvent être réparés par les utilisateurs. Devraient suivre les modèles Galaxy S23, la série Galaxy Tab S9 et la série Galaxy Book 2 Pro.

Samsung facilite l'autoréparation de ses appareils numériques en élargissant le nombre d'appareils éligibles à son programme. Les utilisateurs de smartphones pliables de la gamme peuvent désormais réparer eux-mêmes leurs produits en achetant les pièces et les outils de réparation nécessaires dans les magasins Samsung ou en ligne auprès de réparateurs tiers.

La société a ajouté le Galaxy Z Flip 5, le Galaxy Z Fold 5 et d'autres smartphones pliables à la liste des appareils qui peuvent être réparés par les utilisateurs. Devraient suivre les modèles Galaxy S23, la série Galaxy Tab S9 et la série Galaxy Book 2 Pro.

Jusqu'à présent, le programmes d'autoréparation concernait les smartphones Galaxy S20, S21, S22 et les tablettes Tab S7. Les ordinateurs portables Galaxy Book Pro 15" et Galaxy Book Pro 360 15" étaient également concernés.

Sept composants sont couverts

Samsung a d'abord lancé son programme d'autoréparation aux États-Unis en 2022 avant de l'étendre à la Corée du Sud et à l'Europe (dont la France) cette année.

Les smartphones peuvent faire l'objet d'une autoréparation pour des pièces telles que l'écran, la coque arrière, le port de chargement et les haut-parleurs. Pour les ordinateurs portables, sept composants sont couverts : l'écran, le pavé tactile et le bouton d'alimentation à empreinte digitale.

Les utilisateurs peuvent consulter des manuels de réparation et des vidéos pour chaque pièce à remplacer sur le site web de Samsung. Ils peuvent également optimiser le fonctionnement des pièces de rechange grâce à l'application "Self-Repair Assistant App".

Windows 10/11 : Microsoft corrige le bug qui installait des imprimantes HP « fantômes »



APRÈS PLUSIEURS semaines d'attente, Microsoft publie enfin un correctif visant à résoudre un étonnant bug d'imprimante sur Windows 10 et Windows 11.

Il n'est malheureusement pas rare de voir certaines mises à jour Windows causer préjudice aux utilisateurs. Pas plus tard qu'hier, nous vous évoquions justement les problèmes de connexion Wi-Fi provoqués par la dernière mise à jour de Windows 11. Quelques semaines auparavant, les dernières moutures de Windows étaient également frappées par un bug qui modifiait l'appellation de votre imprimante. Bonne nouvelle, la firme de Redmond vient enfin de résoudre le problème !

Windows 10 et 11 : un bug anormal transforme le nom de votre imprimante

Souvenez-vous, certains utilisateurs de Windows 10 et Windows 11 avaient fait remarquer, en ce début de mois de décembre, la présence d'un bug pour le moins étonnant. Que vous disposiez ou non d'une imprimante HP, l'application HP Smart pouvait subitement s'installer sur votre ordinateur sans même vous demander votre accord !

Plus étonnant encore, ce bug, en plus de provoquer des messages d'erreur à répétition, pouvait modifier le nom et l'icône de votre imprimante. Dans la plupart des cas, les utilisateurs concernés pouvaient alors voir leur imprimante apparaître sous le nom de HP LaserJet M-101-M106.

Bien consciente de la situation, Microsoft avait alors déclaré mener l'enquête afin de cerner l'origine du problème.

Tout porte désormais à croire que celui-ci n'aura pas donné trop de fil à retordre à Microsoft, puisque la société vient d'annoncer la publication d'un correctif.

Microsoft déploie un correctif pour le bug lié aux imprimantes

Le samedi 16 décembre, le géant américain a partagé un lien menant vers un outil de dépannage des métadonnées d'imprimante. Une fois le fichier téléchargé sur leur ordinateur, les utilisateurs affectés par le bug pourront donc oublier ce malheureux désagrément. Voici ce que nous pouvons lire sur le site d'assistance de Microsoft :

« Cet outil examinera les informations de votre imprimante. Il restaurera toutes les informations et icônes du modèle précédemment téléchargées et supprimera les informations, les icônes et les associations d'applications du modèle HP LaserJet M101-M106 des imprimantes qui ne correspondent pas à ce nom et à ce modèle ».

Microsoft a également précisé que « l'application HP Smart sera désinstallée si des métadonnées incorrectes ont été trouvées, si aucune imprimante HP ou pilote d'imprimante HP n'est installé et si l'application a été installée après la date du 25 novembre 2023 ».

Le soleil perd 4 millions de tonnes métriques de masse chaque seconde !



NOTRE ÉTOILE dégage chaque seconde 4.289×1012 g de masse (4 millions de tonnes métriques) sous forme d'énergie. Cela semble un peu excessif et difficile à saisir, mais pas en comparant cette masse avec celle du soleil lui-même. En effet, la masse du soleil est de 1,989 × 10^30 koit environ 2 milliards de milliards de milliards de tonnes, ce qui fait 99.86% de la masse de notre système solaire.
Cette masse dégagée ne fait perdre au soleil que seulement 1% de sa masse en 160 milliards d'années.

Au Mexique, l'évasion de prison est considérée comme légale et n'est pas punie !



CONTRAIREMENT à la plupart des nations modernes, la loi au Mexique certifie que les détenus ont le droit de tenter de s'évader de prison. En effet, Le système juridique au Mexique note que tous les citoyens ont un désir fondamental d'être libres, donc les prisonniers ne sont pas punis pour avoir tenté de s'échapper de la prison.
Les avocats mexicains affirment que c'est une sorte d'approche philosophique de gouverner la société. La loi reconnaît que tous les individus veulent être libres, ils ont donc le droit de se battre pour obtenir cette liberté.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Un ours a été repéré ce lundi 18 septembre 2023 dans le célèbre parc américain, incitant les autorités à fermer certains manèges et attractions.

Un ours noir en balade contraint Disney World à fermer des attractions aux États-Unis

« Les ours qui dansent et chantent y sont communs », sourit The New York Times, mais là, il s'agissait d'un vrai ! La présence d'une ourse noire adulte dans le parc Disney World, en Floride, a causé la fermeture partielle du site de manière préventive, ce lundi 18 septembre 2023, afin de permettre aux autorités de le capturer, rapportent les médias américains.
L'animal avait été repéré ce lundi dans un arbre, dans la section « Magic Kingdom » du parc d'attractions d'Orlando, relate la commission de conservation de la vie sauvage et des poissons de Floride (la FWC)
Des biologistes et des agents l'ont finalement « capturé en toute sécurité », lundi après-midi, a déclaré Lisa Thompson, porte-parole de la commission, au New York Times.
Peu avant, le parc Disney World avait annoncé avoir fermé certains manèges et attractions, notamment Frontierland, Liberty Square et Adventureland.
Dans la plupart des cas, il est préférable que les ours aient de l'espace et puissent se déplacer seuls, mais compte tenu de la situation, le personnel a capturé l'animal et l'a déplacé hors du parc vers la forêt nationale d'Ocala.

Vraisemblablement à la recherche de nourriture avant d'hiberner

Les ours sont plus actifs à l'automne parce qu'ils recherchent de la nourriture afin de pouvoir accumuler de la graisse avant l'hiver, ont expliqué les spécialistes.
Il y aurait environ 4 000 ours noirs dans l'État de la Floride. Cet animal peut facilement grimper aux arbres pour s'alimenter ou trouver refuge et un habile nageur qui peut aussi courir jusqu'à 55 km/h. L'ours noir hiverne entre le début d'octobre et la fin novembre jusqu'en mars ou avril. Par le nombre de touristes qu'il charrie chaque année, Walt Disney World représente l'un des poumons économiques de la Floride, s'étendant sur près de 11 000 hectares, soit davantage que la superficie de Paris.

Une Française depuis peu au chômage remporte 109 millions à l'EuroMillions: "C'est inimaginable"

Une quinquagénaire originaire de Bretagne, en France, a remporté le (très) gros lot lors du tirage de l'EuroMillions du vendredi 1er septembre. L'heureuse élue a empoché la somme de 109 millions d'euros. Joueuse "très occasionnelle" et "récemment licenciée", elle a raconté sa formidable histoire dans un communiqué de la Française des Jeux (FDJ).

La gagnante des plus de 109 millions d'euros à l'EuroMillions a reçu son chèque des mains de Stéphane Pallez, Présidente directrice générale du groupe FDJ. Il s'agit tout simplement du gain le plus important de l'année en France et le plus élevé du département du Morbihan "mais aussi de l'ensemble de la région Bretagne", précise la loterie nationale. Le précédent record datait en effet de 2009, avec 39 millions d'euros "seulement".

Une fabuleuse histoire

La quinquagénaire s'est confiée sur le rêve qu'elle est en train de vivre. "Il parait que j'avais plus de chance de me faire frapper par la foudre que de gagner à la loterie; il faut croire que le destin en a décidé autrement", lance celle qui souhaite rester anonyme.
Rare joueuse, elle a validé sa grille pour le tirage du 1er septembre avec le système flash, qui définit les numéros aléatoirement, dans un bureau de Larmor plage, près de Lorient. Peu de temps après le tirage, elle s'est rendue dans un point de vente FDJ où une borne lui a indiqué qu'elle avait remporté un gain. Elle pensait alors avoir remporté une dizaine d'euros, mais en regardant les résultats du dernier tirage sur internet, elle a reconnu la combinaison gagnante, indique la FDJ. "C'est inimaginable; j'ai passé de longues minutes à comparer les numéros de mon ticket à ceux que je voyais à l'écran", raconte-t-elle.

J'ai même tondu la pelouse avec mon sac sous l'épaule.

Gagnante du jackpot à l'EuroMillions
Depuis lors, elle n'a donc plus lâché son ticket gagnant, qu'elle avait mis dans son sac à main. "J'ai même tondu la pelouse avec mon sac sous l'épaule", plaisante-t-elle.
Licenciée et désormais multi-millionnaire
Le hasard fait parfois bien les choses, puisque la Bretonne venait tout juste de perdre son emploi. "Je m'inquiétais beaucoup mais je n'ai plus la pression du travail désormais", indique-t-elle, précisant qu'elle veut s'investir dans le monde associatif.
La nouvelle multi-millionnaire a comme premier projet de s'offrir une maison car elle n'a "jamais été propriétaire". "C'est un rêve pour moi", déclare-t-elle.
Elle souhaite également voyager et faire profiter ses proches. "Je souhaite laisser une trace, un héritage qui profitera aux générations futures", conclut-elle.



Le plus grand parc éolien offshore du monde verra le jour fin 2027 au Royaume-Uni



Le groupe danois Ørsted, spécialisé dans les énergies renouvelables, a annoncé mercredi 20 décembre qu'il allait construire le plus grand parc éolien offshore du monde, baptisé Hornsea 3, au large des côtes britanniques.
"Ørsted a pris la décision d'investissement finale pour le plus grand parc éolien offshore du monde, Hornsea 3, qui aura une capacité de 2,9 GW et devrait être achevé vers la fin de l'année 2027", a indiqué le groupe danois dans un communiqué.
Situé à 160 km au large de la côte du Yorkshire, ce parc éolien devrait pouvoir fournir de l'électricité à plus de 3,3 millions de foyers. Ørsted exploite actuellement 12 parcs éoliens en mer au Royaume-Uni, dont les parcs Hornsea 1 et 2.

Des prix compétitifs
Une fois les nouvelles turbines en marche, "le site d'Ørsted à Hornsea - comprenant les parcs éoliens offshore Hornsea 1, 2 et 3 - aura une capacité combinée de plus de 5 GW, ce qui en fera le plus grand site éolien offshore mis en service au monde", a souligné le groupe.
En outre, la majorité des contrats liés aux investissements de Hornsea 3 ont été signés avant les récentes augmentations de tarifs dues à l'inflation, ce qui a permis d'obtenir des prix compétitifs, s'est félicité Ørsted, qui a récemment dû renoncer à un immense projet de ferme éolienne en mer aux Etats-Unis.

Flambée des taux d'intérêt et des coûts des matériaux
L'éolien est en difficulté en dépit des ambitions des Européens pour verdir leurs sources d'énergie. Au moment où le secteur doit investir massivement pour répondre à la demande attendue, il est rattrapé par la flambée des taux d'intérêt et des coûts des matériaux.
Sur Hornsea 3, les turbines plus grandes et les synergies avec Hornsea 1 et 2 devraient "se traduire par des coûts d'exploitation inférieurs à ceux observés jusqu'à présent", a relevé le groupe danois. Ørsted envisage aussi de construire sur cette zone la ferme éolienne offshore Hornsea 4, qui pourrait produire 2,6 GW.

La photosynthèse sans lumière et l'imprimante à ADN parmi les sujets phares du Cambridge Horizon Scan

Parmi les 15 sujets considérés par une équipe internationale comme les plus prometteurs ou urgents en matière de conservation de la biodiversité pour l'année à venir, plusieurs ont trait à l'énergie durable et aux technologies de pointe.
Quels sont les changements et les technologies qui auront le plus d'impact sur la conservation de la biodiversité en 2024 ? L'équipe internationale rassemblée par la Cambridge Conservation Initiative a dévoilé son analyse annuelle de prospective, le "Horizon Scan".
Cette année, William "Bill" Sutherland de l'université de Cambridge et 30 autres experts internationaux se sont penchés sur près d'une centaine de thématiques environnementales pour n'en retenir qu'une quinzaine, dévoilées le lundi 18 décembre dans la revue Trends in Ecology & Evolution. Que faut-il en retenir ? GEO fait le point.

De la photosynthèse sans lumière ?
Et si l'un des processus les plus fondamentaux de la vie sur Terre pouvait être maximisé ? Comme certaines bactéries, les plantes utilisent l'énergie du soleil pour synthétiser, à partir d'eau, de dioxyde de carbone (CO_2) et de minéraux, leurs propres tissus : c'est la photosynthèse. Toutefois, ce procédé est peu efficace en termes de conversion de l'énergie. Jusqu'à ce que la science s'en mêle…
En 2022, la Professeure Elizabeth C. Hann et ses collègues ont inventé un type de "photosynthèse artificielle" en remplaçant le glucose de la réaction chimique classique par de l'acétate, lui-même obtenu à partir d'eau, de CO_2 et d'électricité (Nature Food). Si l'énergie peut provenir de panneaux solaires, rien n'empêche d'utiliser des éoliennes – excluant ainsi totalement le soleil de l'équation.
L'électrolyse produisant de l'acétate est "jusqu'à 18 fois plus efficace que la photosynthèse biologique", note le Horizon scan. Cela laisse par conséquent espérer des rendements bien plus élevés qu'en agriculture conventionnelle. En outre, l'acétate étant distribué à des plantes qui poussent en hydroponie (hors-sol), "ce processus utilise beaucoup moins de terres que la production agricole traditionnelle, car il permet la production urbaine d'aliments dans des bâtiments à plusieurs étages".

Hydrogène d'eau de mer
Au-delà de l'agriculture, c'est la société humaine dans son ensemble qui aura besoin de toujours plus d'énergie. Ainsi, le Horizon scan prévoit que l'accent sera mis l'année prochaine sur l'hydrogène, mais pas n'importe lequel : celui tiré de l'eau de mer, plutôt que de l'eau douce –
une ressource aux multiples usages qui vient parfois déjà à manquer – ou du gaz (énergie fossile). "L'utilisation directe de l'eau de mer pour l'électrolyse (…) augmenterait la faisabilité de la production d'hydrogène en mer", anticipent les auteurs.
Cependant, comme toute avancée technologique, celle-ci aura probablement des effets néfastes qu'il conviendra de limiter, notamment "la production de saumures hypersalines" et "un excès



d'oxygène" – tous deux "nocifs pour les habitats marins – ainsi que le risque de "fuites" de méthane et de vapeur d'eau, deux gaz à effet de serre puissants.

Imprimer de l'ADN
Après l'imprimante 3D, voici l'imprimante à ADN !
Désormais accessible en laboratoire, cette technologie vise notamment à introduire, chez des populations animales, des gènes qui réduisent ou augmentent leur prolifération – par exemple, pour aider les coraux à faire face au réchauffement de l'océan ou pour rendre une espèce menacée résistante à une maladie (voire "ressusciter" une espèce éteinte), et à l'inverse, pour diminuer le nombre de rongeurs.
"D'ici cinq ans, ces dispositifs pourraient permettre d'imprimer des séquences équivalentes à celles d'un petit génome viral, à la demande et de manière distribuée", entrevoit le Horizon scan.
Avec, à la clé, de "nouveaux risques écologiques et éthiques" comme pour toute manipulation génétique : en effet, les gènes introduits pourraient se retrouver transférés involontairement à des populations sauvages, donnant potentiellement naissance à de nouvelles espèces envahissantes.

S.O.S. ver de terre
Si la technologie de pointe est en vogue, elle ne saurait éclipser les solutions basées sur la nature. Les écosystèmes rendent en effet de précieux services à l'humanité – à condition, toutefois, qu'ils restent en bonne santé. Les annélides, plus communément appelés "vers de terre", "contribuent de manière significative à la production alimentaire mondiale" en fertilisant et en aérant le sol, rappelle le Horizon scan. Une récente étude estimait leur participation agricole à l'équivalent d'un pays comme la Russie.
Pour protéger ces précieux vers de terre mais aussi, plus largement, l'ensemble de la faune du sol, le Horizon scan met en avant un champ de recherche innovant : l'éco-acoustique souterraine.
Il s'agit d'enregistrer et d'analyser les sons de l'écosystème pour évaluer la progression de la diversité des espèces et de l'abondance de leurs populations, et ce, de manière "non-intrusive" – sans interférer avec son fonctionnement. Tendez les micros !

En résolvant un problème, on en crée (parfois) un autre
Au final, qu'il s'agisse de l'hydrogène tiré de l'eau de mer ou, parmi les autres sujets phares de 2024, des engrais azotés décarbonés, de la "ville durable" NEOM en Arabie saoudite – futur péril pour les oiseaux migrateurs ? – ou encore du captage de CO_2 par la météorisation de roches ou par la fertilisation de l'océan, "les questions identifiées dans cette analyse continuent de refléter la juxtaposition entre les impacts humains sur la biodiversité et la capacité technologique croissante à atténuer ces impacts", concluent les chercheurs.

Une éruption rouge ou brunâtre dans le dos ou sur le torse ? La maladie de Grover apparait généralement brutalement, particulièrement chez les adultes à partir de 60 ans.



BIEN-ÊTRE

Maladie de Grover : comment la soigner ?

Qu'est-ce que c'est la maladie de Grover ?
Nommée maladie de Grover, du nom du dermatologue américain Ralph Grover, cette maladie cutanée bégnine non contagieuse mais gênante se caractérise histologiquement par une acanthylose, d'où son autre nom de dermatose acantholytique. Cette affection plutôt rare (moins de 1% de la population) touche essentiellement les adultes et plus particulièrement les hommes vers 60 ans.

Quels sont les symptômes de la maladie de Grover ?
Elle se traduit par des éruptions érythémateuses, papulo-vésiculeuses ou papulo-kératosiques, de couleur rouge ou brunâtre. Elle s'étend sur le torse, le dos, l'abdomen plus rarement les membres de la face.
Ces éruptions évoluent par poussées successives et peuvent provoquer des démangeaisons. Connu depuis 1970, le tableau clinique de la maladie de Grover a été décrit initialement à l'aide de six observations de cas. Ralph W. Grover a remarqué sur le tronc de ses patients des papules ou lésions papulo-vésiculeuses qui régressaient spontanément en l'espace de quelques semaines ou quelques mois.
L'examen histologique a montré des cellules acantholytiques, identiques à celles observées dans la maladie de Darier (dyskératose folliculaire) et la maladie de Hailey-Hailey (pemphigus chronique bénin familial).

En raison du processus de guérison spontané et de l'aspect histologique, Grover a qualifié la maladie de "transitoire" ou de "dermatose acantholytique transitoire". En réalité, il existe des situations où la maladie devient chronique, avec des poussées successives qui persistent pendant plusieurs années.
L'exposition au soleil peut déclencher les poussées

A quoi est dûe la maladie de Grover ?
Les lésions cutanées observées sont liées à l'acantholyse, perte de l'architecture normale de la peau. Les facteurs déclencheurs potentiels des poussées sont l'exposition au soleil, la sudation excessive, la chaleur et les infections virales ou bactériennes. Il ne s'agit pas d'une maladie génétique à proprement parler, avec l'absence d'hérédité observée ou de cas familiaux. Toutefois, des analyses très récentes ont montré que la peau des patients ayant une maladie de Grover comporte des altérations génétiques acquises sur le gène ATP2A2, sorte de pompe à calcium qui participe au bon fonctionnement cellulaire.

Transpiration excessive : c'est quoi l'hyperhidrose ?
L'hyperhidrose désigne la production excessive de sueur et concerne entre 1 et 3 % de la population. Elle commence généralement pendant l'enfance ou l'adolescence et concerne surtout les aisselles, les paumes des mains, les plantes des pieds et la région du crâne et du visage.

Comment soigner la maladie de Grover ?
La maladie de Grover est dans la plupart des cas une pathologie auto-résolutive évoluant favorablement de manière spontanée. L'indication de traiter résulte des démangeaisons parfois très marquées. Les crèmes corticoïdes topiques de forte activité constituent les principales options thérapeutiques. Les autres traitements locaux possibles sont les émollients ou les crèmes à base de vitamine D. Dans les maladies étendues ou très gênantes, la photothérapie en cabine chez le dermatologue ou des traitements par comprimés (notamment les rétinoïdes qui sont des dérivés de vitamine A) peuvent être prescrits.

Les huiles essentielles peuvent-elle soulager la maladie de Grover ?
"En ce qui concerne le recours aux huiles essentielles pour soulager, nous ne recommandons pas son utilisation pour la maladie de Grover en raison de possibles irritations ou allergies cutanées",

Arthrose à 40 ans : 4 signes révélateurs qui passent souvent inaperçus



DOULEURS qui ne passent pas, raideurs… On n'y pense pas toujours avant 50 ans mais l'arthrose peut commencer plus tôt. Identifier les symptômes de l'arthrose précoce permet de freiner l'évolution.
L'arthrose, une maladie de "vieux" ? Pas du tout. "Beaucoup de jeunes sont atteints d'arthrose et il faut les soigner pour qu'ils ne s'aggravent pas eux-mêmes" nous explique le Dr Odile Picard-Paix, médecin généraliste, oligothérapeute et auteure du livre "L'arthrose à 40 ans, comment l'éviter, comment la soigner" (éditions du Rocher). Il y a encore 50 ans, l'arthrose était effectivement rangée dans la catégorie des maladies du vieillissement "mais cette définition a été repositionnée en tenant compte du fait qu'elle peut aussi toucher des jeunes" poursuit notre interlocutrice. Non pas qu'il y ait plus de jeunes arthrosiques aujourd'hui qu'hier mais parce qu'il est important de ne pas les laisser en errance face à des symptômes qu'ils ne comprennent pas. Justement, quels sont les signes évocateurs d'arthrose précoce ?

1. Une douleur qui ne passe pas malgré le repos
"La douleur représente chez le jeune arthrosique le premier signe d'alerte" constate le Dr Picard-Paix. Au début, il s'agit d'une gène qui va, qui vient ou d'une douleur modérée lors d'une activité physique qui s'estompe. Mais au fil du temps "la douleur ne passe plus, elle n'est plus fugace, elle ne cède plus ou moins au repos, elle s'installe et il est de plus en plus nécessaire de prendre des antalgiques pour être soulagé" détaille la spécialiste.

2. Des douleurs qui commencent à survenir aussi la nuit
Après la prise de médicaments antalgiques, une amélioration de la douleur est généralement observée invitant alors à la reprise du sport, du jardinage… Mais cela ne dure qu'un temps car les traitements sont de moins en moins efficaces. Les douleurs commencent alors parfois à se manifester la nuit. "La survenue de douleurs nocturnes signifie qu'une réaction inflammatoire s'ajoute aux simples symptômes arthrosiques habituels" explique la spécialiste, alors que l'arthrose n'est pas une maladie inflammatoire à l'origine. C'est donc un signe supplémentaire de gravité.

3. Des raideurs et un "dérouillage" compliqué
C'est un symptôme trompeur car la raideur, quand on est jeune, est souvent associée à une origine musculaire. Une grosse séance de sport la veille, des mouvements inhabituels… et on pense qu'il est normal d'avoir du mal à se lever du canapé, de son lit le lendemain matin ou encore de sa chaise de bureau, après y avoir été assis pendant plusieurs heures. "En réalité, deux types de raideurs coexistent : la raideur d'origine purement articulaire liée à l'arthrose et la raideur musculaire liée à des contractures" distingue le Dr Picard-Paix. En cas d'arthrose, "la raideur est associée à un temps de dérouillage compliqué, de quelques secondes à quelques minutes".

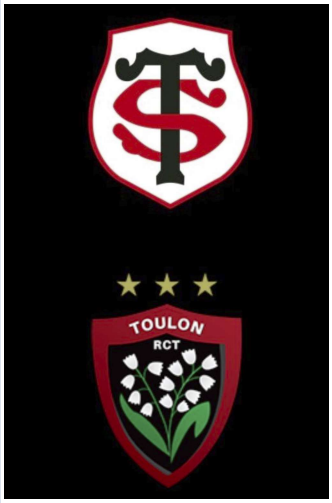
Il devient difficile de tourner la tête : arthrose cervicale ?
La raideur et les problèmes de mobilité ne passent pas avec le temps. Il devient de plus en plus difficile de se pencher en avant (arthrose lombaire) de tourner la tête (arthrose cervicale), de monter des escaliers (arthrose du genou), de marcher longtemps (arthrose de hanche ou de genou).

4. Une réelle diminution des performances physiques
Une personne jeune qui souffre d'arthrose constate une diminution de ses performances physiques : "Elle se sent moins capable, n'arrive plus à bricoler comme avant, à jardiner voire à travailler. A ce stade, théoriquement, elle va consulter car le handicap devient trop pénible" explique le médecin. Cependant, souvent, cette consultation est tardive : "L'insatisfaction du patient peut évoluer vers un rejet des symptômes, véritable déni. Nos patients nous disent souvent "Je pensais que cela passerait tout seul"."

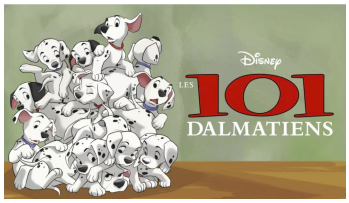
Que faire ?
D'abord consulter le médecin traitant. Si le diagnostic d'arthrose est confirmé (par des radios), il donnera plusieurs conseils pour diminuer les symptômes :
prendre des antalgiques
utiliser des gels anti-inflammatoires,
diminuer un peu vos activités,
faire des séances de kinésithérapie
faire des infiltrations de corticoïdes (en cas de douleurs très aiguës avec une réaction inflammatoire importante)





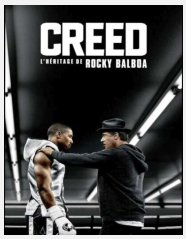




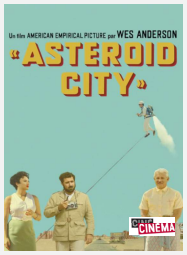




JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21 h 00 — Téléréalité - France 2023 — TF1
Star Academy Saison 11

21 h 00 — Jeu France, 2023 — France 2
100 % logique : la réponse est sous vos yeux

20 h 55 — Film d'animation États-Unis,1961 — M6
Les 101 dalmatiens

21 h 00 — Rugby : Top 14 — CANAL+
Toulouse / Toulon

20 h 55 — Série humoristique — W9
France
La petite histoire de France

20 h 50 — Cinéma Drame — CINE + FRISSON
États-Unis ,2015
Creed : l'héritage de Rocky Balboa

21 h 05 — Téléfilm sentimental — 6ter
Etats-Unis, 2019
Les mystérieux fiancés de Noël

20 h 50 — Comédie France, 2008 — CINE + PREMIER
Astérix aux Jeux olympiques

21 h 20 — Cinéma Western1955 — C8
L'Homme de la plaine

20 h 50 — Comédie dramatique, Etats-Unis-2023 — CINE + CINEMA
Asteroid City

21 h 00 — Comédie musicale — CINE + FAMIZ
Etats-Unis, 2014
Annie

21 h 00 — Cinéma Comédie — TMC
France - 2020
Parents d'élèves

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique Grande-Bretagne - 2023
Saison 3 Épisode 1/2/3/4/5

Starstruck

Deux ans après leur rupture, Jessie et Tom se croisent à l'occasion du mariage de Kate et Ian. Ils se demandent si leurs sentiments sont véritablement éteints.

23 h 19

Série d'action Royaume-Uni - 2022
Saison 2 Épisode 5/6/7/8

Gangs of London

Sean a envoyé un message clair à Koba : les Wallace vont reprendre la ville. Koba doit contrattaquer pour sauver sa tête. Elliot s'apprête à partir avec son père vers une nouvelle ville pour tout recommencer à zéro.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:58	12:28	14:59	17:17	18:47
CONSTANTINE	06:02	12:32	15:05	17:23	18:53
ALGER	06:16	12:47	15:20	17:38	19:08
OUARGLA	06:01	12:38	15:21	17:39	19:04
CHLEF	06:23	12:54	15:27	17:45	19:14
MOSTAGANEM	06:27	12:58	15:32	17:50	19:19
ORAN	06:30	13:01	15:36	17:54	19:23

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7772 – SAMEDI 23 DÉCEMBRE 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	17°	9°
Oran	17°	7°
Constantine	14°	3°
Ouargla	16°	4°

SAHARA OCCIDENTAL

Moscou se détourne de Rabat et privilège un règlement onusien

Le Maroc espérait beaucoup dans l'organisation d'un forum Russie-monde arabe à Marrakech. Son ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, ne cachait point ses espoirs de voir enfin la Russie changer de position sur la question sahraouie, étant donné que le but caché de ce forum est de faire la promotion de son plan d'annexion du Sahara occidental, et ce sous le couvert d'un plan d'autonomie.



Le Makhzen humilié.

Peine perdue. Bourita a reçu une véritable gifle en direct et en conférence de presse conjointe avec son homologue russe, Sergueï Lavrov. Ce dernier a été ferme et clair, réaffirmant la position de son pays, qui soutient une solution fondée sur les résolutions des Nations unies.

«Nos approches restent inchangées, équilibrées et impartiales. Nous sommes favorables à des progrès rapides vers un règlement durable et à long terme fondé sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies», a déclaré Lavrov.

«Nous avons l'intention de poursuivre une politique visant à trouver une solution qui conviendrait à toutes les parties», a-t-il ajouté, mettant ainsi dans l'embarras le régime du Makhzen marocain qui tergiverse dans la mise en œuvre des décisions de l'ONU. Il a souligné : «Nous soutenons le fait que chacun doit respecter pleinement (...) le droit de chaque nation de déterminer son propre avenir. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et membre du groupe des Amis du Sahara occidental, la Russie essaie de promouvoir cela par tous les moyens possibles, notamment en soutenant les efforts de l'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura». M. Lavrov a également tenu à préciser qu'il «est important de garantir les conditions nécessaires au fonctionnement efficace de la Mission des Nations unies (pour l'organisation d'un référendum) au Sahara occidental, qui joue un rôle stabilisateur important dans la région».

Ces déclarations surviennent à un moment ou le Maroc tente, par tous les moyens, d'instaurer le fait accompli en adoptant la ligne de conduite préconisée par l'entité sioniste sur la question palestinienne, refusant et piétinant toutes les résolutions onusiennes. Selon les observateurs, Rabat, soutenu par quelques pays, fait des pressions sur certains membres du Conseil de sécurité et des Etats membres du BRICS pour leur faire changer de position concernant le dossier sahraoui.

Par ailleurs, le Polisario a affirmé que la candidature marocaine à la présidence du Conseil des droits de l'homme de l'ONU n'a «aucun crédit» et constitue un «affront» pour cette institution compte tenu du mépris affiché par le royaume à l'égard des droits humains, et qui s'illustre principalement par son occupation illégale du territoire du Sahara occidental. Le 8 décembre 2023, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a annoncé qu'un vote devrait avoir lieu en janvier 2024, possiblement le 10 janvier, pour élire le président du Conseil pour le 18e cycle en 2024 au sein du groupe Afrique. Deux pays sont en lice, le Maroc et l'Afrique du Sud. Le Polisario précise également que le Makhzen «n'a ratifié aucun des traités de droits de l'homme conclus sous l'égide de l'Organisation continentale» et demeure même «le seul Etat africain, membre de l'UA, à ne pas être parti à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ôtant tout crédit à la candidature marocaine au Conseil des droits de l'homme des Nations unies».

Hachemi B.

L'ASSOCIATION D'ASTRONOMIE BOUZDJANI EXPLIQUE LE PHÉNOMÈNE

Début du solstice d'hiver

HIER vendredi 22 décembre était la journée la plus courte de l'année, mais aussi le premier jour de l'hiver. C'est le solstice d'hiver qui marque le début de rallongement des journées jusqu'au mois de juin prochain, début du solstice d'été et du phénomène inverse.

Les explications du phénomène astronomique sont données sur la page facebook de M. Fehis Djamel, président de l'Association scientifique d'astronomie Bouzdjani de Médéa et membre de l'Union arabe d'astronomie et d'espace (AUASS).

«C'est ce vendredi 22 décembre 2023, à 03 heures 27 minutes, que nous avons basculé dans l'hiver», a indiqué le même auteur selon lequel «le premier jour de l'hiver commence pour les habitants de l'hémisphère Nord… Le premier jour de l'hiver se caractérise par les heures les plus longues de la nuit et les heures les plus courtes le jour, cela est dû à l'inclinaison de l'axe de la Terre».

Ainsi, l'on assiste au phénomène suivant : «La Terre tourne sur elle-même en s'éloignant du soleil, et les rayons du soleil tomberont verticalement sur le tropique du Capricorne, provoquant une baisse de la température, en plus le soleil passera par son altitude la plus basse à midi».

En outre, le premier jour du solstice d'été commence ce vendredi pour les habitants de l'hémisphère Sud et, entre-temps, nous serons passés par le printemps, qui démarre le jour de l'équinoxe de printemps, moment où les jours et les nuits ont exactement la même durée, tout comme lors de l'équinoxe d'automne.

Pour rappel, l'heure exacte du solstice est mesurée grâce à des méthodes d'observation astronomiques traditionnelles et avec des technologies modernes. «Que ce soit à l'aide de sextants (appareil de navigation qui sert à déterminer la latitude grâce à la position du Soleil, le jour, et la longitude et la latitude grâce à la position des étoiles, la nuit) ou de logiciels sophistiqués, ces outils permettent de calculer avec précision l'heure exacte du solstice grâce à l'inclinaison de l'axe terrestre et de l'orbite de la Terre».

Nabil B.

HYDROCARBURES

Sonatrach célèbre ses 60 ans d'existence

LE GROUPE Sonatrach a célébré, jeudi soir à Alger, le 60e anniversaire de sa création, marquant, ainsi, cette date importante dans l'histoire du groupe et de l'industrie pétrolière en Algérie. La cérémonie a été organisée au Centre international des conférences (CIC), en présence de nombre de ministres et de représentants d'institutions de l'Etat, du corps diplomatique et d'entreprises publiques et privées, outre des responsables des médias nationaux. Cette rencontre qui s'est déroulée «dans une atmosphère de convivialité et de fierté», a été une occasion pour se remémorer la création de la plus ancienne des entreprises économiques en Algérie après l'indépendance», a indiqué la compagnie dans un communiqué. «Sonatrach voulait à travers cette cérémonie partager la joie de la célébration de ce 60e anniversaire, étant une halte importante dans l'histoire de la compagnie et une fierté pour l'industrie pétrolière en Algérie», souligne la même source. A cette occasion, le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné «l'attachement constant du groupe à ses engagements nationaux et sociaux, pendant 60 ans d'existence, en tant qu'entreprise publique au service du développement durable du pays». La rencontre a été, en outre, une occasion de passer en revue le parcours de développement de la compagnie, depuis les découvertes et l'exploitation des premiers gisements de production de pétrole et de gaz, jusqu'aux projets de développement réalisés ou à réceptionner dans le cadre des futurs programmes stratégiques de Sonatrach. Une dizaine de travailleurs représentant les différentes activités de Sonatrach ont été distingués pour leur persévérance et leur contribution au développement de la compagnie. Le groupe a aussi distingué les chercheurs lauréats du concours de la meilleure publication scientifique en Algérie de rang «A+», organisé par Sonatrach en collaboration avec le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST). **M. B.**

VIOLATION DE DOMICILES À TIZI OUZOU

Un gang de neuf individus neutralisé

LES ÉLÉMENTS de la quatrième sûreté urbaine de Tizi Ouzou ont réussi, la semaine dernière, à démanteler et arrêter un gang composé de neuf individus spécialisé dans la violation de domiciles suivie de vols d'objets précieux et de valeur. Dans un communiqué, la cellule de communication de la sûreté de wilaya a annoncé que les services de la 4e sûreté urbaine, suite à une multitude de plaintes par des citoyens ayant fait état de la violation de leurs domiciles et le vol de leurs biens, ont ouvert une enquête, laquelle a abouti à l'identification des coupables. Les policiers ont également réussi à récupérer 500 000 DA, trois téléphones portables et une certaine quantité d'objets précieux et de valeurs. Les biens ont été restitués à leurs véritables propriétaires. Le communiqué a indiqué, par ailleurs, qu'en date du 18 décembre dernier, les neuf hors-la-loi ont été présentés devant le Parquet de Tizi Ouzou lequel, après étude et examen des faits, les a écroués.

De notre bureau, Saïd Tissegouine